

# SÉNAT DE BELGIQUE

SÉANCE DU 13 DÉCEMBRE 1938.

## Rapport de la Commission des Finances, chargée d'examiner le Projet de Loi contenant le Budget des Voies et Moyens pour l'exercice 1939.

(Voir les n<sup>os</sup> 4-I, 20, 33 et les Annales parlementaires de la Chambre des Représentants, séances des 29, 30 novembre; 1<sup>er</sup>, 7 et 8 décembre 1938 : le n° 5-1 du Sénat.)

Présents : M. VAN OVERBERGH, président; BEAUDUIN, BOLOGNE, le comte d'ASPREMONT LYNDEN, DE CLERCQ (Jos.), DE MAN, DOUTREPONT, GODDING, HARMEGNIES, JANSSENS, LABOULLE, MULLIE, PIERLOT, RHODIUS, RONVAUX, SOUDAN, VERCAMMEN et BARNICH, rapporteur.

### SOMMAIRE.

|                                                                               | Pages. |
|-------------------------------------------------------------------------------|--------|
| I. — Le Budget de l'Etat pour 1939 et les exercices antérieurs . . . . .      | 2      |
| II. — L'exercice 1938 et ses difficultés . . . . .                            | 3      |
| III. — Le projet de Budget pour 1939 . . . . .                                | 8      |
| IV. — Observations des membres de la Commission sur le projet de Budget . . . | 11     |
| V. — Réflexions sur la préparation et le vote des Budgets . . . . .           | 12     |
| VI. — L'équilibre du Budget et les pouvoirs spéciaux . . . . .                | 15     |
| VII. — Raisons d'optimisme . . . . .                                          | 17     |
| VIII. — Les finances publiques et le revenu national . . . . .                | 19     |
| IX. — Une politique économique, soutien du Budget . . . . .                   | 21     |

## MESDAMES, MESSIEURS,

## I. — Le Budget de l'État pour 1939 et les exercices antérieurs.

Le projet de Budget pour l'exercice 1939 qui est soumis aux délibérations du Sénat, vient d'être voté par la Chambre par 121 voix contre 26 et 7 abstentions..

Il comporte un total de recettes de 11,700 millions dont 10,214 sont demandés à l'impôt. Il prévoit des dépenses pour un montant de 11,583 millions, soit un boni de 117 millions.

Ce boni avait été prévu au moment de l'élaboration du budget en tenant compte, du taux de base de 105 pour cent dans le calcul de fixation des traitements, salaires et pensions des fonctionnaires et agent de l'Etat. Depuis, le Gouvernement a décidé de le porter à 107-50 pour cent ce qui l'a amené à déposer des amendements au budget portant inscriptions supplémentaires de crédits de manière que le boni est finalement ramené à 17 millions.

Une dernière estimation, faite au 12 décembre, le fixe à 20 millions.

En présence de ces chiffres une question vient immédiatement à l'esprit : comment faut-il apprécier le projet de budget qui nous est soumis au regard de ceux qui l'on précédé, d'abord de ceux de 1935, 1936 et 1937, puis de celui de 1938 non encore clôturé et sur lequel il fait fond plus particulièrement ?

\*\*\*

Voyons d'abord comment le projet se situe au regard de ceux des années 1935, 1936 et 1937. L'Exposé général va nous renseigner.

Le budget de 1935 a été définitivement établi et la situation de ceux de 1936 et 1937, provisoire encore, a été reprise de la situation du Trésor publiée au 1<sup>er</sup> janvier 1938.

|                             | <i>Recettes (en millions de francs).</i> |       |       |
|-----------------------------|------------------------------------------|-------|-------|
|                             | 1935                                     | 1936  | 1937  |
| Impôts. . . . .             | 8,329                                    | 9.001 | 9.438 |
| Recettes diverses . . . . . | 1,685                                    | 1,625 | 1,644 |

| <i>Dépenses (en millions de francs).</i> |        |        |
|------------------------------------------|--------|--------|
| 9,912                                    | 10,505 | 11,072 |

Le budget de 1935 a été clôturé par un boni de 102 millions;

|   |      |   |   |   |     |   |
|---|------|---|---|---|-----|---|
| » | 1936 | » | » | » | 120 | » |
| » | 1937 | » | » | » | 10  | » |

Il résulte de l'examen de ces tableaux, que de 1935 à 1937, les recettes ont été majorées de 1,068 millions pour faire face à un supplément de dépenses de 1,161 millions. Ce sont celles-ci qui paraissent impressionner le plus l'opinion publique.

D'où proviennent-elles ?

Au premier chef, de l'augmentation des crédits demandés pour renforcer la Défense Nationale, crédits qui sont passés de 776 millions à 999 millions. Puis, de ceux requis pour l'Instruction publique qui de 971 millions ont été portés à 1,144 millions.

Le Budget du Département des Finances a été élevé de 353 à 423 millions et celui des non-valeurs et remboursements de 936 à 1,124 millions.

Puis diverses lois sociales, d'ailleurs votées à la presque unanimité de la Chambre et du Sénat, ont entraîné des dépenses supplémentaires de près de 300 millions (pensions et allocations diverses, indemnités aux anciens combattants).

Enfin, il convient de rappeler que des dégrèvements de 1,200 millions environ ont pu être opérés au cours de cette période, rendus possibles notamment par le bénéfice réalisé sur l'opération de la conversion des rentes (600 millions environ), la réduction des dépenses chômage (963 millions en 1934 et 607 millions en 1937), les compressions enfin, d'administrations et autres, réalisées dans les divers départements ministériels.

Ces premières indications d'ordre général permettent de se faire une première opinion sur l'évolution budgétaire de ces dernières années. Mais celle-ci ne suffit pas pour apprécier la proposition du budget qui nous est faite pour 1939. Car l'exercice en cours, celui de 1938, dont celui de 1939 ne sera que le prolongement, a connu des tribulations telles et donné lieu à des adaptations si importantes, inusitées, qu'il importe de s'y arrêter, si l'on veut se faire une opinion réfléchie sur l'économie du projet qui nous est soumis et éviter le retour des inconvénients que nous avons eu à subir depuis un an.

## II. L'Exercice 1938 et ses difficultés.

Le projet de budget pour 1938 comportait 11,392 millions de recettes et 11,318 millions de dépenses, soit un boni de 74 millions.

Voté par la Chambre, il fut l'objet de réserves formelles au cours des discussions auxquelles il donna lieu au sein de votre Commission et celles-ci furent reproduites dans le rapport, adopté à l'unanimité, moins une voix et une abstention, le 16 décembre 1937.

Ces réserves portaient sur deux sortes de faits :

1<sup>o</sup> le projet de budget avait subi au moment de sa présentation au Parlement, des modifications profondes, non seulement à raison de la hausse de l'index intervenue depuis ; mais des dépenses importantes, nouvelles, avaient été engagées ou promises par le Gouvernement et cela, sans contrepartie en recettes, depuis son élaboration en juillet 1937.

La liste de ces dépenses était reproduite dans le rapport.

2<sup>o</sup> un ralentissement général des affaires était intervenu entretemps, de plus en plus accusé, qui, s'il devait s'aggraver ou seulement persister en cours d'exercice, devait renverser irrésistiblement les prévisions par trop optimistes des recettes. Celles-ci considéraient, non seulement, comme acquis le maintien en 1938, de la majoration des recettes intervenue de 1936 à 1937, mais escomptaient une nouvelle majoration de 781 millions de 1937 à 1938.

Afin de dégager la responsabilité de votre Commission sur ce point, j'avais prié, en ma qualité de rapporteur, les divers services administratifs de justifier leurs prévisions, ce qui fut fait dans une note insérée dans le rapport.

Les résultats fiscaux des dix premiers mois de l'exercice en cours sont désormais connus. Votre rapporteur a pensé qu'il serait utile de pouvoir les confronter avec les prévisions faites en 1937 par l'administration. Leur comparaison apparaît dans le tableau ci-après.

## I. — CONTRIBUTIONS DIRECTES.

| NATURE DES IMPOTS                  | MONTANT POUR L'EXERCICE 1938  |                        |                                           |                            |
|------------------------------------|-------------------------------|------------------------|-------------------------------------------|----------------------------|
|                                    | des perceptions au 31 octobre | des recettes probables |                                           | des prévisions budgétaires |
|                                    |                               | au 31 décembre 1938    | à la clôture de l'exercice (31 mars 1939) |                            |
| I                                  | 2                             | 3                      | 4                                         | 5                          |
|                                    | Millions de fr.               | Millions de fr.        | Millions de fr.                           | Millions de fr.            |
| Taxe mobilière . . . . .           | 676.3                         | 855.0                  | 960.0 (1)                                 | 875.0                      |
| Taxe professionnelle . . . . .     | 338.8                         | 480.0                  | 700.0                                     | 725.0                      |
| Impôt complémentaire personnel . . | 175.2                         | 230.0                  | 300.0                                     | 280.0                      |
|                                    | =====                         | =====                  | =====                                     | =====                      |

1. *Impôts directs.*

|                                                                  |         |         |           |         |
|------------------------------------------------------------------|---------|---------|-----------|---------|
| Impôts sur les revenus . . . . .                                 | 1,388.4 | 1,765.0 | 2,322.5   | 2,242.5 |
| Contribution nationale de crise. . .                             | 152.7   | 285.0   | 475.0     | — (3)   |
| Taxe sur les droits de chasse, de pêche ou de tenderie . . . . . | 1.0     | 1.3     | 1.5       | 1.5     |
| Taxe sur les automobiles . . . . .                               | 187.0   | 189.5   | 190.0     | 185.0   |
| Taxe sur les spectacles . . . . .                                | 35.3    | 43.5    | 47.5      | 50.0    |
| Taxe sur les jeux et paris . . . . .                             | 60.6    | 67.5    | 70.0      | 70.0    |
| Recettes diverses (principalement impôts arriérés) . . . . .     | 174.6   | 205.0   | 232.5 (2) | 260.0   |
|                                                                  | 1,999.6 | 2,556.8 | 3,339.0   | 2,809.0 |
|                                                                  | =====   | =====   | =====     | =====   |

2. *Impôts indirects.*

|                                                    |      |      |      |      |
|----------------------------------------------------|------|------|------|------|
| Taxe d'ouverture des débits de bois-sons . . . . . | 30.0 | 33.0 | 35.0 | 35.0 |
|----------------------------------------------------|------|------|------|------|

(1) Somme inférieure de 40 millions à la prévision de 1 milliard donnée à la page 30 de l'Exposé général du Budget des Recettes et des Dépenses pour l'exercice 1939, les perceptions du mois de septembre 1938 ayant été loin de répondre à ce qui en avait été escompté.

(2) Somme supérieure de 15 millions à la prévision de 217 1/2 millions donnée à la page 30 de l'Exposé général du Budget des Recettes et des Dépenses pour l'exercice 1939, les recettes opérées en septembre 1938 sur les impôts arriérés des exercices clos ayant dépassé sensiblement la prévision établie pour ce mois.

(3) Cet impôt a été rétabli à partir de l'exercice 1938 par la loi du 17 juin 1938.

## II. — DROITS D'ENREGISTREMENT ET DOMAINES.

| Articles<br>du<br>budget | DÉSIGNATION<br>DES PRODUITS                                                 | Montant<br>des recettes<br>effectuées<br>au 31-10-38 | Montant<br>des recettes<br>probables<br>au 31-12-38 | Evaluations<br>budgétaires<br>pour 1938 |
|--------------------------|-----------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------|-----------------------------------------|
| 13                       | Enregistrement et transcription .                                           | 404,966,640                                          | 490,000,000                                         | 515,000,000                             |
| 14                       | Greffe . . . . .                                                            | 6,283,580                                            | 7,500,000                                           | 5,000,000                               |
| 15                       | Hypothèques. Droit d'inscription .                                          | 4,759,260                                            | 5,650,000                                           | 3,500,000                               |
| 16                       | Successions . . . . .                                                       | 199,899,660                                          | 240,000,000                                         | 200,000,000                             |
| 17                       | Timbre et taxes assimilées au timbre . . . . .                              | 2,159,216,850                                        | 2,600,000,000                                       | 3,225,000,000                           |
| 18                       | Naturalisations . . . . .                                                   | 1,530,500                                            | 1,750,000                                           | 300,000                                 |
| 19                       | Amendes en matière d'impôts . .                                             | 3,583,410                                            | 4,500,000                                           | 2,000,000                               |
| 20                       | Amendes de condamnation en matières diverses et dommages-intérêts . . . . . | 15,161,470                                           | 18,250,000                                          | 13,000,000                              |
| 21                       | Taxe sur les associations sans but lucratif . . . . .                       | 3,313,980                                            | 3,350,000                                           | 3,200,000                               |
|                          | TOTAUX . . . . .                                                            | 2,798,715,350                                        | 3,371,000,000                                       | 3,967,000,000                           |

Au cours des mois de septembre et d'octobre, la situation internationale a incontestablement pesé sur nos recettes d'impôts.

## III. — DOUANES ET ACCISES.

| NATURE DES DROITS                                            | Perceptions<br>effectuées au<br>31 octobre 1938 | Prévisions de recettes<br>jusqu'au<br>31 décembre 1938                   |
|--------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------|
| Droits de douane et de statistique . . . . .                 | 1,285,687,346                                   | 1,550,000,000<br>contre une évaluation<br>budgétaire de<br>1,650,000,000 |
| Droits d'accise et taxes spéciales de consommation . . . . . | 1,222,727,916                                   | 1,490,000,000<br>contre une évaluation<br>budgétaire de<br>1,430,000,000 |

L'examen de ces tableaux permet de constater que les prévisions des impôts directs ont été dépassées à concurrence de 530 millions. Mais il faut tenir compte du fait que pour arriver à ce résultat, il a fallu remettre en vigueur la contribution nationale de crise qui figure dans le tableau I pour 474 millions, puis que des mesures durent être prises pour assurer une meilleure perception de ces impôts et qui devaient assurer une plus value de recettes de 50 millions.

Les droits d'enregistrement et domaine doivent procurer d'après les chiffres relevés au 31 octobre et pour l'exercice entier, 596 millions de moins que les prévisions.

Les droits de douane et accises avaient été arbitrés à 3080 millions, rendement éventuel pour l'exercice, mais n'ont atteint que 3040 millions, soit 40 en moins. Seulement, il faut faire entrer en ligne de compte 200 millions de recettes supplémentaires votées en mai moyennant majoration de certains droits (bière, tabac).

Les craintes de la Commission ont donc été confirmées par les faits. Si nous nous en remettons aux derniers renseignements transmis par le Département des Finances, le budget de 1938 se soldera par un déficit de 815 millions, et cela malgré les impôts et taxes nouveaux votés.

Il était manifeste que le budget qui nous était soumis avec un boni de 74 millions n'était plus en équilibre et très vite dès après son élaboration. Un déficit important devenait même certain.

En dépit des réserves qui furent faites à la Chambre comme au Sénat quant aux inconvénients que cette situation pouvait comporter, M. le Ministre des Finances d'alors (1) fut d'avis « que les faits nouveaux n'étaient pas de nature à justifier un remaniement des propositions budgétaires de 1938 et qu'il y avait lieu de les voter telles qu'elles étaient présentées ».

Il convient d'ailleurs d'ajouter que l'honorable Ministre (2) se déclarait résolu à maintenir l'équilibre en cours d'exercice et qu'il refuserait d'accepter toute charge nouvelle s'il n'était assuré de pouvoir y faire face par des économies ou des ressources complémentaires. Et pour parer à des déficiences éventuelles, il faisait préparer par les divers services de son Département, des mesures de redressement combinées avec certaines formes de simplification fiscale.

\* \* \*

Au mois de mars, M. de Man était démissionnaire et remplacé aux Finances, par M. Soudan, qui, sans tarder, établit un état de situation budgétaire.

Déjà, l'aggravation de la crise avait entraîné une réduction des recettes et les mesures édictées par le Gouvernement comme celles votées par le Parlement firent apparaître un déficit total probable de 2126 millions pour 1938.

Point n'est besoin d'insister sur l'émotion que cette constatation suscita dans le pays. M. Soudan fit face courageusement à la situation nouvelle. Moyennant des suppressions de crédits, décidés ou simplement promis, englobant l'ensemble des Départements, ce déficit put être ramené à 1,350 millions, somme qui dès lors devait être trouvée, suivant les projets du Ministre, dans une majoration des taxes et impôts et la création d'impôts nouveaux.

(1) Déclaration de M. le Ministre des Finances. — Rapport de la Commission des Finances de la Chambre.

(2) Discours prononcé devant la Corporation des agents de change le 11 décembre 1937.

Dès leur dépôt à la Chambre, les projets furent vivement attaqués, une grosse partie de l'opinion réclamant des compressions supplémentaires. M. Soudan ramena ses projets à 1,150 millions. Mais la Chambre, en majorité, n'était pas d'avis d'aller aussi loin, acceptant seulement, parmi ceux-ci, le rétablissement de la contribution nationale de crise et des relèvements de droits de douane et accise portant sur certains produits.

Entretiens, il convient de le rappeler, la situation du Trésor ne se révélait pas très brillante. L'exécution du budget extraordinaire nécessitait 200 millions par mois et le budget ordinaire était, par surcroît, en déficit de 60 millions environ chaque mois. Or, il restait en caisse, le solde du produit de la réévaluation de l'encaisse or, soit en tout 790 millions, c'est-à-dire de quoi vivre jusqu'au début de juillet.

Au mois de mai, le Gouvernement Janson tombe et avec lui M. Soudan.

Avec l'avènement de M. Spaak, M. Max-Léo Gérard reparaît au Département qu'il avait déjà dirigé avec beaucoup de talent et d'autorité sous le Gouvernement van Zeeland.

Il dresse à son tour l'inventaire de la situation financière et fait connaître à la Chambre, le 24 mai, les directives de sa politique de redressement. Il est essentiel de les rappeler ici parce que étape première de celui-ci, tel que le comprenait M. Gérard, elles se feront sentir sur le déroulement du budget de 1939 qui en est le prolongement.

Elles peuvent se résumer ainsi :

1<sup>o</sup> Le budget de 1938 sera amélioré dans toute la mesure du possible, moyennant des économies et compressions d'abord, puis le vote de trois ordres de mesures retenues des projets de M. Soudan, à savoir :

- a) le rétablissement de la contribution de crise qui doit produire 600 millions;
- b) le relèvement de certains droits de douane et d'accise qui doivent apporter un supplément de recettes de 200 millions;
- c) la répression de la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et la taxe professionnelle qui doivent produire 50 millions.
- d) enfin, la recherche d'économies à faire devait être poursuivie au cours de l'exercice.

Ces mesures étaient notoirement insuffisantes pour conduire à l'équilibre du budget et pour y parer M. Gérard déclarait que le Gouvernement s'efforcerait d'établir une liaison entre les budgets de 1938 et de 1939, ce dernier devant être rigoureusement équilibré;

2<sup>o</sup> Le budget extraordinaire sera sensiblement réduit. Et enfin,

3<sup>o</sup> Le Fonds de réévaluation sera supprimé, le solde 790 millions devant être versé au Trésor.

\* \* \*

Comme on voit le plan de redressement allait modifier très sensiblement les dispositions et conceptions qui avaient présidé à l'établissement du budget, tel qu'il nous avait été soumis en décembre 1937. En particulier, ce que nous avons toujours considéré comme une nécessité irrévocable, sa mise en équilibre parfait, n'était plus retenue et l'on pouvait se demander s'il était de bonne et saine politique d'en agir ainsi. Il semble bien qu'à l'époque nos titres de rente

aient eu à en souffrir puisqu'aussi bien leur chute déjà amorcée dès le début de novembre 1937 à la suite des indications parues dans la presse sur le défaut d'équilibre du budget pour 1938, s'accroît à partir du 1<sup>er</sup> avril pour se poursuivre, sans interruption, du 1<sup>er</sup> juin jusqu'au mois d'octobre.

Le 3 novembre 1937, l'indice de la Dette belge directe et indirecte, dressé par la Banque Nationale, est tombé de 127 à 118 au 3 octobre 1938 pour remonter à 120 au 3 novembre.

Il est bien évident que les événements extérieurs ont eu une part dans la rétrogression des cours de nos titres de rentes, car il a suffi de l'assurance donnée par M. le Ministre des Finances que le déficit éventuel serait repris en compte par le budget de 1939; et du vote de 850 millions d'impôts nouveaux pour rétablir le crédit public un instant menacé.

L'emprunt de 738 millions contracté en juin dernier, partie en Hollande et partie en Suisse, à des conditions raisonnables et pour un terme d'un an; l'emprunt d'un milliard aussi, pris ferme et rapidement, en Belgique, par quelque 300,000 souscripteurs et enfin le placement, dans le public, de 600 millions d'obligations par le Crédit communal en attestent, de toute évidence.

Et voici que le 13 juillet, notre Ministre des Finances, pressé par le déficit qui s'accroît de mois en mois, révèle au pays l'état réel, peu satisfaisant des finances publiques et annonce qu'il aura besoin de crédits supplémentaires.

Les recettes arbitrées le 30 septembre 1937, à 11,392 millions s'élèveront, compte tenu de 625 millions d'impôts nouveaux et de 1,487 millions d'autres recettes prévues antérieurement à 11,476 millions.

Les dépenses sont passées de 11,318 millions à 12,227 millions, compte tenu des crédits supplémentaires proposés pour l'exercice 1937 et antérieurs (419 millions) de ceux demandés pour l'exercice 1938 (629 millions) et de la réduction et annulation de certains crédits (157 millions). C'est-à-dire qu'en dépit des 625 millions d'impôts nouveaux votés en mai dernier, le déficit à couvrir atteindra 901 millions.

M. Gérard fait toutefois remarquer que dans celui-ci entrent en ligne de compte, 419,5 millions de crédits supplémentaires afférents à 1937 et aux exercices antérieurs et que 482 seulement, dont 410 absorbés par le chômage, doivent être imputés à l'exercice 1938.

Ces chiffres, a dit M. Gérard, sont rigoureusement exacts. Il en est un toutefois qui nous paraît en contradiction avec d'autres renseignements à la page 5 de l'Exposé général, où nous lisons que l'exercice 1936 s'est terminé par un boni de 120 millions, celui de 1937 par un excédent de 10 millions. Une explication ici sera nécessaire.

### III. — Le Projet de Budget pour 1939.

Le projet de budget pour 1939 comporte, pour ce qui est des recettes : 11,700 millions au lieu de 11,543, dernière estimation envisagée pour 1938 et pour les dépenses : 11,583 millions au lieu de 12,297 pour 1938. Soit 157 millions de recettes en plus et 740 millions de dépenses en moins. Pour ce qui est des 17 millions de boni escompté, mieux vaut ne pas le faire entrer en ligne de compte.

Nous rappellerons pour mémoire, que le budget de 1938, en exercice, a lui-même dépassé en dépenses celui de 1935 à concurrence de 2,114 millions. Soit notamment, 1,004 millions pour dépenses administratives, (personnel et maté-

riel), 655 millions pour pensions civiles, militaires, d'ancienneté, d'invalidité, de survie, 44 millions de pensions de vieillesse et des mineurs, 204 millions pour chômage.

De 1935 à 1938 les impôts ont été majorés de 1,609 millions, soit de 19.3 p. c. Dans ceux-ci, les contributions directes entrent en ligne de compte pour 789 millions, les droits de douanes et accises pour 262 millions et ceux d'enregistrement pour 558 millions.

Ainsi se situe d'une manière générale le projet de budget qui nous est soumis au regard de ceux de 1938 et de 1935. Le rapprochement des chiffres, en faisant apparaître un développement sensible des dépenses, ayant donné lieu à d'importantes majorations d'impôts, incite nécessairement à rechercher un nouvel équilibre dans la réduction des premières.

Une révision attentive de toutes les propositions de dépenses des divers départements a été faite et ce, de la manière plus radicale, alors même qu'elles nécessitaient modification de certaines lois organiques ou de certains droits qui paraissaient acquis.

S'il est vrai que le Gouvernement, en s'engageant dans cette voie, s'interdisait d'entreprendre de nouvelles réformes sociales pouvant obérer le Trésor, il faut admettre qu'il n'a pas entendu réduire les avantages garantis par certaines d'entre elles. « Budget de pause », a dit M. Gérard.

Aucune nouvelle dépense ne sera engagée, sauf celles qui correspondaient à des décisions antérieures. Si quelque service nouveau devait être créé pouvant entraîner une dépense, il ne pourrait l'être sans que soit prévue aussitôt une couverture effective.

Budget de pause, parce que, dit le Gouvernement, la situation économique actuelle ne permet pas de faire mieux. Dans les autres pays, il n'en est pas autrement. Dans beaucoup, pis. Et c'est parce qu'il était préoccupé avant tout de ne pas gêner une économie déjà en difficulté, que l'honorable Ministre des Finances s'est ingénié à alléger le budget, et à éviter de l'alourdir par des charges nouvelles.

Et, il faut reconnaître que les moyens et artifices auxquels il a eu recours quoiqu'ils puissent donner lieu à certaines réserves, sont habiles autant qu'ingénieux.

\* \* \*

Il renonce à recourir à certains procédés d'amortissement extraordinaire admis en d'autres temps, c'est-à-dire de verser au Fonds d'amortissement de la Dette publique l'excédent des droits de succession au delà de 200 millions. Profit pour le Budget : 100 millions. Il en agit de même pour le boni afférent aux Budgets de 1930 et suivants. Pour 1933, il a atteint 59 millions. Ceux-ci seront versés au Budget 1939. Une économie de 311 millions pourrait être faite cette année du fait que le nouveau régime d'assurance obligatoire contre le chômage entrera en vigueur, le gouvernement, du moins, l'espère, le 1<sup>er</sup> janvier prochain. Outre que ce chiffre est contesté, il paraît douteux que le calcul de l'honorable Ministre se réalise pour la date escomptée et, en tout cas, des mesures devront être prises pour qu'il n'y ait pas de déception de ce côté.

Sinon, le budget serait manifestement et largement en déficit. L'honorable Ministre compte aussi récupérer une partie des 400 millions dus à l'Etat par les caisses de chômage; mais cela aussi paraît incertain, sinon impossible.

La Colonie ne touchera plus de subside de l'Etat, dans la mesure et sous la forme où elle le touchait jusque maintenant. Il lui sera ouvert un crédit de 50 millions, prélevé sur l'extraordinaire, au lieu de 80 millions en 1937, 159 en 1936, 173 en 1935, 177 pour 1934 et 1933. Au lieu d'allouer 30 millions aux communes, à titre d'assistance, prélevés sur le budget extraordinaire du Ministère des Travaux publics, 25 seulement seront accordés uniquement pour 1939, inscrits à l'extraordinaire du Département de l'Intérieur.

Le Gouvernement annonce qu'à bref délai sera réalisée une réforme approfondie des finances provinciales et communales, que d'ailleurs l'on attend depuis des années. La Commission espère fermement que cette promesse sera tenue. Certaines pensions d'invalidité peu grave, si elles cumulent avec des traitements, seront réduites. Economie : 40 millions. Les avantages inhérents au cumul d'un traitement de fonctionnaire avec une fonction accessoire seront limités.

En portant le nombre d'heures de travail dans les administrations centrales à 41 heures et demie par semaine, le Gouvernement compte pouvoir renoncer progressivement aux services d'un nombre appréciable d'agents temporaires. Les réductions d'indemnités de toute nature, allouées aux agents de l'Etat seront portées de 10 à 15 p. c.

Sur ces trois derniers postes de réduction, un membre a fait des réserves qui sont formulées dans le chapitre consacré plus loin aux observations des membres de la Commission.

Enfin, le Gouvernement annonce qu'il va se préoccuper des budgets futurs, en recherchant quelles économies pourraient être faites dans le train de vie de l'Etat et que si la situation économique évoluait au point d'améliorer le rendement des impôts, ils ne pourraient être utilisés aux fins de dépenses supplémentaires. Car il convient de ne pas oublier qu'il subsistera pour 1938 un déficit arbitré à 815 millions qui devra être résorbé par les excédents des exercices 1939 et suivants.

Voilà pour le chapitre des dépenses.

Pour ce qui est des recettes :

« Les recettes, dans chaque catégorie, ont été, nous dit l'Exposé général, estimées objectivement, en tenant compte non seulement des faits constatés pendant l'exercice en cours, mais des possibilités d'évolution de la situation économique du pays en 1939. » C'est-à-dire que « l'ensemble des recettes dépend en ordre principal de son activité, elle-même liée étroitement, plus que dans aucun autre pays, à l'évolution économique et politique mondiale ».

Nous ajouterons qu'elle dépend aussi et largement de la manière dont les lois d'impôts et taxes seront appliquées par les divers services du Département des Finances.

La plus grande partie des recettes envisagées est fixée par les lois en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 1939 et s'il est vrai qu'il en est qui peuvent être influencées par l'action directe ou indirecte du Gouvernement, la plus grande part échappe à son emprise. Mais telles quelles, étant donné que les supputations ont été faites avec modération et prudence, elles ne peuvent suffire pour compenser les dépenses, alors même que celles-ci ont été fortement réduites pour cet exercice.

Il a fallu recourir à quelques recettes complémentaires, que le Gouvernement s'est préoccupé de trouver dans un domaine différent de l'impôt proprement dit, et de manière à ne pas alourdir l'économie du pays : une majoration de

taxe sur les pronostics de football : 10 millions; une majoration de la redevance sur les appareils de radio, portée de 60 à 78 francs : 20 millions; le relèvement des tarifs postaux : 20 millions; enfin, une taxe spéciale sur les licences qui, sans être susceptible d'aggraver le coût de la vie, doit rapporter 50 millions.

Au total, 100 millions.

Le sacrifice, on le voit, n'est pas bien conséquent et il ne semble pas qu'il puisse ainsi susciter, au Sénat, une sérieuse opposition.

#### IV. — Observations des membres de la Commission sur le Projet de Budget.

Le rapport sur le Budget des Voies et Moyens, de la Chambre, contient, pour la moitié de son exposé, des observations et questions formulées par des membres de sa Commission spéciale.

Elles apportent des éclaircissements et des réponses qui dispensent les membres de la Commission de les présenter à leur tour. Quelques questions nouvelles et des observations ont été produites dans la discussion du projet de budget au sein de celle-ci.

Nous les reproduisons ci-après :

Un membre souligne que dans l'exposé général du Budget des Recettes et Dépenses, le Gouvernement estime qu'une économie de 40 millions résultera de la réduction de certaines pensions d'invalidité.

Or, suivant des déclarations faites par M. le Premier Ministre, le Gouvernement a abandonné l'idée de la réduction susvisée.

Dans ces conditions, la somme de 40 millions ne vient-elle pas en déduction du résultat général des dépenses et recettes et ne doit-on pas conclure qu'au lieu de nous présenter un budget en boni de 17 millions, celui-ci peut être considéré, dès à présent, en déficit de 23 millions ?

\*  
\* \*

Le même membre demande des éclaircissements sur le point ci-après :

Le Gouvernement porte la réduction des indemnités couvrant les charges réelles des agents de l'Etat de 10 à 15 p. c., à l'exception de quelques indemnités allouées aux membres de l'Armée et de la Gendarmerie.

Faut-il en conclure que le Gouvernement oblige ainsi les agents à couvrir de leurs deniers les dépenses qu'ils effectuent pour l'Etat, ou que les indemnités actuellement allouées sont supérieures aux frais subis ?

Une réponse, avec indication des indemnités auxquelles s'applique la mesure, nous paraît indispensable !

\*  
\* \*

Le même membre présente enfin l'observation ci-après :

Dans l'exposé général du Budget des Recettes et Dépenses le Gouvernement annonce qu'en prolongeant les prestations du personnel des administrations centrales à 41 1/2 heures par semaine, il réalisera le licenciement d'un nombre appréciable d'agents temporaires.

Tel n'est pas notre avis et nous sommes certain que le Gouvernement ne pourrait pas répondre si la question lui était posée de savoir dans quel service on pourra procéder au licenciement d'un nombre déterminé d'agents temporaires.

Dès lors, ne serait-il pas désirable, en vue d'augmenter le rendement du personnel, de réorganiser, soit en les fusionnant, certains services et de rationaliser les méthodes de travail ?

Le Commissaire royal à la Réforme administrative a-t-il soumis au Gouvernement d'autres propositions que celle de la prolongation inutile des prestations ?

Enfin pourrait-on nous dire pour quelles raisons, dans certains Départements, notamment celui de la Justice, le régime nouveau n'est pas appliqué ?

\* \*

Un membre suggère qu'à l'avenir la taxe (taxe nouvelle sur le produit des pronostics sportifs) soit supprimée, et que, s'inspirant de ce qui a été fait avec grand succès en Suède, un organisme, placé sous le contrôle de l'Etat, ait le monopole des pronostics sportifs; les bénéfices qu'il en retirerait seraient, d'accord avec l'Etat, répartis entre les organismes s'occupant de la diffusion de l'éducation physique et des sports, d'une part, et entre des œuvres d'intérêt général et humanitaire, d'autre part.

Subsidiairement, le même membre suggère que l'autorisation à accorder aux organisateurs de pronostics sportifs soit subordonnée à la condition qu'ils versent 5 p. c. de leurs recettes à une organisation sans but lucratif et d'utilité publique, telle que le Fonds sportif belge. Celui-ci, sous le contrôle de l'Etat, utiliserait les sommes ainsi obtenues pour aider les fédérations sportives à acquérir le matériel indispensable pour l'éducation physique et les sports, et pour subsidier les entreprises les plus importantes. On s'inspirerait ainsi de ce qui se fait en matière de courses de chevaux, où les licences des bookmakers ne sont accordées que moyennant le versement par ces bookmakers de 5 p. c. de leurs recettes à la Société pour l'amélioration de la race chevaline.

\* \*

Un membre rappelle à la Commission qu'en vertu de la loi du 13 juillet 1930, la revision cadastrale de tous les biens situés en Belgique devait être effectuée. Cependant, la loi n'est pas encore appliquée aux biens industriels. Cela crée une injustice. De plus, la non-application de cette loi est préjudiciable au Trésor, ainsi qu'aux provinces et communes.

Il est souhaitable que la revision cadastrale en question soit réglée sans tarder.

## V. — Réflexions sur la préparation et le vote des Budgets.

A s'en tenir aux tribulations que nous venons de rappeler et auxquelles a été soumis le budget de 1938, il faut admettre que celles-ci ne sont pas de nature à relever le prestige du régime parlementaire. En moins de dix mois, nous avons eu quatre ministres des finances ! C'est un record, incontestablement. Il importe que le Sénat s'y arrête, qu'il cherche à en dégager les causes et se préoccupe d'en éviter le retour.

Ce qui est vraiment extraordinaire, — on ne saurait assez le souligner, — c'est que notre franc ait survécu sans atteintes à tant de vicissitudes et que le crédit public n'ait pas eu à en souffrir plus qu'il nous a été donné de le constater. Quand nous faisons allusion au régime parlementaire, nous entendons par là le Pouvoir Exécutif plus que le Législatif qui, lui, exerce surtout le contrôle des actes posés par l'Exécutif et en particulier du budget général que celui-ci est chargé de dresser chaque année.

Le budget de 1938, comme on a pu voir, était à peine déposé, le 15 septembre 1937, que déjà l'on pouvait affirmer qu'il n'était plus équilibré. Par après et avant sa discussion au Sénat le 22 décembre, l'on pouvait présumer que les changements intervenus dans la conjoncture, la hausse de l'index, les décisions et engagements nouveaux pris par le Gouvernement Janson, feraient apparaître, si rien n'était changé, un déficit de l'ordre de 700 à 800 millions.

Peut-être eût-il été plus sage de le redresser dès ce moment. Et voici que joue dès l'entrée en exercice le processus qui chaque année se renouvelle et cette fois, dans des conditions beaucoup plus inquiétantes : les prévisions de recettes sont infirmées par les recettes réelles, les dépenses dépassées, des crédits supplémentaires demandés à deux reprises, en mars et en juillet, le tout dans des proportions vraiment insolites. Recours, naturellement, aux crédits provisoires, c'est-à-dire que les budgets des divers départements ayant été votés avec de larges retards, les chiffres sur lesquels ils étaient étayés avaient changé et les crédits dévolus à chacun d'eux, étaient largement dépassés avant que le projet de loi qui les leur attribuait fût voté.

Il y a là une série d'anomalies et de lacunes qu'il n'est pas désirable de laisser perdurer, ni les unes ni les autres ne sont compatibles avec des finances saines. Elles mettent en cause la responsabilité du Gouvernement autant que celle du Parlement, le premier à l'occasion de la préparation du budget, le second dans la manière d'ordonner ses travaux et d'exercer son contrôle.

Le premier devoir qui s'impose au Ministre chargé de dresser le budget est de présenter des évaluations de recettes précises et sincères. C'est lui qui en est responsable devant le Parlement et c'est à lui à veiller à ce qu'aucun chiffre ne soit produit qui ne puisse être strictement justifié. L'on doit néanmoins admettre que les prévisions ont toujours dans une certaine mesure un caractère aléatoire par là même qu'elles peuvent subir certaines influences en cours d'exercice et notamment les contingences économiques elles-mêmes sous la dépendance des contingences politiques. Et il n'arrive que trop fréquemment, lorsqu'il apparaît qu'elles ne seront pas suffisantes pour compenser les dépenses, que les chiffres soient sollicités, poussés pour atteindre à un équilibre jugé indispensable.

Quant aux dépenses, elles n'échappent pas toujours à la tendance qu'ont les Départements de gonfler, pour les couvrir, leurs demandes de crédits, car ils ne veulent pas être gênés si ceux-ci font l'objet de réductions, ainsi que cela se présente chaque fois que va être dressé le budget.

Par ailleurs, il est bien rare qu'en cours d'exercice elles ne soient pas dépassées, et ceci surprend puisqu'aussi bien, elles n'ont pas le caractère aléatoire des recettes, mais dépendent exclusivement de la volonté de l'Exécutif et du Législatif. Le Gouvernement peut en circonscrire les limites et ces limites, il les laisse malheureusement et trop fréquemment dépasser en cours d'exercice. Pourquoi ? Parce qu'il a toujours à sa disposition le recours aux crédits supplémentaires, sans même qu'il soit besoin de demander l'autorisation du Parlement. Bien

des fois, il est vrai, il a pris l'engagement de ne pas recourir à des dépenses nouvelles sans contrepartie de recettes. Mais combien de fois cet engagement a-t-il été tenu ? Il reste encore que des projets de loi sont votés qui entraînent des dépenses supplémentaires, sans que celles-ci soient toujours appréciées avec une exactitude suffisamment rigoureuse. Il arrive enfin que le projet de budget, proposé en août est infirmé, comme ce fut le cas pour le budget de 1938, avant qu'il entre en exercice.

Quand des procédés de l'espèce se renouvellent fréquemment au point de constituer la règle, ils sont de nature à entamer la solidité de notre statut financier. Et ceci s'aggrave du fait que presque invariablement, alors même que le projet de budget général est déposé à temps, la Chambre et le Sénat sont obligés de le discuter en une fin hâtive d'année sans qu'il soit pratiquement possible de l'examiner comme il conviendrait, poste par poste, ni de l'amender, parce que le Gouvernement doit être en mesure de faire face aux dépenses de l'Etat, dès le 1<sup>er</sup> janvier.

Des budgets des divers départements ministériels, très rares sont ceux qui soient votés avant cette date. Et pourtant, l'article 91 du règlement des Chambres, voté en 1935, dit « qu'une priorité de droit est assurée à l'examen des projets de loi contenant les budgets ». Il appartient évidemment aux présidents de la Chambre et du Sénat, de prendre, en accord avec le Gouvernement, toutes mesures utiles pour qu'il en soit ainsi.

Et il nous reste enfin, à dénoncer la pratique détestable des crédits provisoires. Elle découle des autres pratiques et mauvaises habitudes que nous venons d'incriminer. Sept douzièmes provisoires ont été votés sans que les budgets pour 1938 fussent votés, c'est-à-dire que ceux-ci étaient en partie largement dépensés avant d'avoir reçu l'investiture du Parlement.

Personne ne voudrait croire que le régime parlementaire soit grandi en laissant perdurer d'aussi détestables méthodes de travail. Divers membres de la Chambre des Représentants et notamment le Comte Carton de Wiart, encouragés par M. C. Huysmans, président de la Chambre, ont émis l'idée qu'il serait souhaitable, pour mettre fin aux demandes de crédits provisoires, de modifier la date initiale de l'année budgétaire et de la reporter au 1<sup>er</sup> juillet. Le Ministre des Finances, invité à donner son avis, a fait une longue réponse qui a été reproduite dans le rapport de M. Heyman, du budget des Voies et Moyens. Elle n'a pas convaincu tous les membres de la Commission.

En fait, les choses se passent ainsi : à la rentrée du Parlement, le deuxième mardi de novembre, les budgets sont généralement déposés et répartis pour examen entre les deux Assemblées. Presque invariablement se posent des problèmes politiques accumulés, et restés sans solution pendant quatre mois de vacances. La rentrée se fait fréquemment dans une atmosphère de crise. Les demandes d'interpellation affluent, après qu'une semaine a déjà été perdue pour la constitution des bureaux et commissions.

Le budget des voies et moyens doit, normalement, être voté avant la Noël, légalement avant le 31 décembre. Il faut réunir les commissions, il faut que les deux assemblées discutent et votent le projet. Tout cela se fait dans une bousculade invraisemblable et sans que pratiquement il y ait possibilité d'amender le budget si peu que ce soit. Ainsi, se trouve en fait annihilée l'une des prérogatives essentielles du Parlement, c'est-à-dire le contrôle minutieux et le vote du budget.

Le remède ? Puisqu'aussi bien le temps est trop court, un mois à peine, pour faire œuvre sérieuse et utile : divers membres proposent de reporter l'ouverture de chaque exercice au 1<sup>er</sup> avril. Et votre Commission est d'avis que la question devrait être reconsidérée par le Gouvernement.

## VI. — L'Équilibre du Budget et les Pouvoirs spéciaux.

L'an dernier, la Commission des Finances, par un vote unanime, s'est prononcée en faveur de l'impérieuse nécessité pour l'Etat d'avoir un budget en équilibre.

Lorsque, dès le mois de mars, la cadence des recettes comme celle des dépenses fit apparaître que cet équilibre ne serait pas réalisé, M. Soudan, comme nous l'avons vu, proposa tout un ensemble de mesures susceptibles de la rétablir. Mais la chute du Gouvernement dont il faisait partie ne lui permit pas d'opérer le redressement.

M. Gérard, qui lui succéda, adopta une autre tactique. Il n'était pas d'avis que le budget de l'exercice en cours devait nécessairement être remis en équilibre et il se proposait de le jumeler avec celui de 1939, ce dernier devant être établi avec un large boni.

Cette intention n'a pas non plus été réalisée. Le boni pour 1939 se chiffre par 17 millions seulement, alors que le déficit à couvrir pour 1938 et les exercices antérieurs atteint 815 millions.

Pourra-t-il tout au moins être comblé par le budget de 1940 ? Celui-ci s'annonce, dès maintenant, très chargé et il convient de s'en préoccuper dès maintenant.

\* \* \*

Avons-nous tout au moins l'assurance que le budget de l'année qui vient connaîtra un équilibre réel, certain, qui nous évite le retour des déceptions que nous avons connues durant l'année qui finit ?

Disons tout de suite qu'un boni de 20 millions est bien modeste pour un budget de près de 12 milliards. Il l'est surtout si l'on tient compte de toutes les incertitudes qui pèsent sur une situation internationale, politique et économique toujours troublée. Car les recettes comme les dépenses, on le sait, sont intimement liées à l'activité du pays, elle-même sous la dépendance de la conjoncture économique générale.

Déjà, pour réaliser l'équilibre si précaire du budget, il a fallu porter en compte des recettes d'ailleurs aléatoires qui jusque maintenant étaient affectées à l'amortissement de la Dette publique : les bonis budgétaires et le produit de l'impôt sur les successions quand il dépassait 200 millions. Mesure excellente à tous égards.

Il a fallu ensuite comprimer des dépenses qui paraissaient jusque là incompressibles ; prévoir à partir d'un certain niveau, la suspension de l'index pour le calcul des traitements des fonctionnaires et autres agents de l'Etat.

Il a fallu demander aux anciens combattants un sacrifice, c'est-à-dire de ne pas faire entrer en ligne de compte les chevrons de front dans le calcul de leurs pensions. Il n'est d'ailleurs pas certain qu'il ne faille rapporter cette mesure. Il a fallu considérer comme étant acquis, dès le 1<sup>er</sup> janvier 1939, une

recette de 310 millions à provenir de la loi d'assurance contre le chômage non encore votée. Et il est contesté par certains que l'Etat puisse réaliser un bénéfice de cet import moyennant l'application de la nouvelle loi.

L'Etat a perdu son procès dans l'affaire des chemins de fer de Welkenraedt. Il doit payer une annuité de 11 millions, outre une indemnité non encore fixée pour détournement de trafic. Rien n'est prévu au budget qui lui permette de s'acquitter.

Il existe ainsi une série d'éléments d'incertitude, en dehors de tous ceux que la situation troublée, nationale et internationale, comporte déjà, quant aux prévisions de recettes et des dépenses, et qui interdisent d'affirmer que le budget est toujours en équilibre, ainsi qu'il pouvait apparaître en septembre dernier.

En tout état de cause, son déroulement devra être surveillé avec une attention de tous les instants, si l'on ne veut pas revivre les déceptions passées : d'abord par le Ministre lui-même, puis par le Comité du budget. Par ailleurs, M. Gérard a créé, en août dernier, des postes d'inspecteurs des finances, ayant pour mission de contrôler l'emploi des crédits dans les différentes administrations de l'Etat, afin de vérifier s'ils sont justifiés, tels qu'ils ont été demandés pour tous les divers ordres de dépenses.

Et enfin, conscient de toutes les incertitudes que nous venons de rappeler et préoccupé d'avoir, en tout temps, à sa disposition la possibilité de redresser le budget, si son équilibre venait à être menacé, M. Gérard a demandé au Parlement de voter un projet de loi lui accordant certains pouvoirs spéciaux.

Celui-ci est pendant devant la chambre. Le Sénat n'a donc pas à en discuter en ce moment.

Il n'y a au surplus aucune urgence, la question des pouvoirs spéciaux ne devant, suivant l'Exposé général, être posée que si, en cours d'exercice, le budget se révélait en déséquilibre.

Par ailleurs, votre Rapporteur est d'avis que si le Gouvernement voulait s'attacher dès maintenant à l'application de mesures susceptibles d'atteindre à un rendement meilleur des lois d'impôts existantes, pour droits d'enregistrement, de douane et d'accises, il pourrait bien être dispensé de demander ces nouveaux pouvoirs. Ces droits interviennent en prévisions de recettes au budget pour près de 7 milliards. Une amélioration dans le rendement de l'ordre de 5 p. c. représenterait pour celles-ci une majoration de 350 millions.

La Commission a décidé de retenir la suggestion pour examen et chargé M. Pierlot, rapporteur du Budget du Département des Finances, de l'étudier, en tant qu'elle a un aspect administratif qui intéresse particulièrement ce dernier.

Au surplus, quelles que soient les mesures qui devraient être prises éventuellement, pour assurer l'équilibre du budget, votre Commission est unanime pour considérer celui-ci, comme une nécessité qui commande toute la politique financière.

Certains membres estiment que la juste proportion des recettes et des dépenses doit être obtenue si possible, par un relèvement de l'activité économique, source de la plupart des recettes fiscales.

Dans la mesure où le résultat ne peut être atteint par cette voie, ils sont d'avis qu'il faut reconsidérer et rajuster en cours d'exercice le montant des dépenses. Mais en aucun cas, ils ne pourraient admettre que s'ouvre une série de déficits, qui conduiraient rapidement le Pays aux pires conséquences.

## VII. — Raisons d'optimisme.

Tout ce que nous avons écrit au sujet des agitations qui, sur le terrain politique, aussi bien que financier, ont caractérisé l'exercice 1938 pourrait faire craindre que celles-ci finissent par ébranler la solidité de notre crédit aussi bien que la tenue de notre franc.

La première, comme nous l'avons dit déjà, n'a pas été entamée, et les opérations d'emprunt intervenues au cours de l'année, à l'extérieur comme à l'intérieur, l'ont été dans des conditions que bien des pays eussent pu nous envier. En particulier, l'emprunt d'un milliard émis pour permettre de continuer l'achèvement du canal Albert en 1939 et quelques autres grands travaux, a connu un succès rapide autant que complet. L'emprunt de 600 millions émis par le Crédit Communal a connu la même faveur. Seuls nos titres de rente, notamment l'Unifié 4 p. c., ont fléchi dans une certaine mesure, à la faveur de cotations ayant donné lieu par moment à des remous assez vifs.

En ce moment, au seuil de l'ouverture de l'exercice 1939, on peut considérer la situation du crédit public comme satisfaisante. Soulignons ici, en passant, comme élément susceptible de la raffermir encore, le fait que M. le Ministre des Finances a annoncé que son Département établirait un bilan annuel qui désormais, à l'instar de ce qui se fait en Angleterre, aurait pour avantage de rendre la comptabilité de l'Etat accessible au plus grand nombre et, par conséquent, aux souscripteurs d'emprunts et aux contribuables. C'est là une initiative dont il faut le féliciter.

Il y a ensuite la tenue de notre franc. Ceux qui sont attentifs au développement des phénomènes monétaires ont été frappés par la tenue remarquable de notre franc durant l'année qui finit. Pour être bien édifié sur ce point, il suffit de voir comment l'encaisse de la Banque Nationale s'est comportée entretemps et notamment à la faveur des trois grandes crises politiques internationales que nous avons connues au cours de 1938.

Au mois de mars, la main-mise brutale de l'Allemagne sur l'Autriche créa en Europe une crise grave : l'encaisse-or et devises, qui, le 3 mars, se chiffrait par 22.8 milliards, tombe, le 31, à 21.1 milliards et se maintient à peu de chose près stationnaire. Au début de mai intervient le différend germano-tchèque. Le 5 mai, l'encaisse vaut 21.1 milliards et elle se trouve, après une panique très vive, à 17.1 au 1<sup>er</sup> juin. Elle se rétablit peu à peu et au point d'atteindre, à la mi-septembre, 20.4 milliards. La guerre est là, qui nous menace. On mobilise partout et pourtant, le 29 septembre, nous retrouvons notre encaisse à 21 milliards, c'est-à-dire que loin d'avoir diminué, elle se retrouve en augmentation fort appréciable.

Il s'est donc révélé, si l'on tient compte des fluctuations qui ont caractérisé les cours de la plupart des devises — le dollar excepté — que notre monnaie constituait l'une des plus solides du monde et au point que d'importants capitaux flottants vinrent, à l'un des moments les plus graves de la crise européenne, chercher un refuge dans notre pays.

Non seulement notre système monétaire basé sur l'étalon-or a parfaitement fonctionné, mais l'étranger nous a conservé sa confiance parce que, pays d'ordre, travailleur et bien équilibré. C'est là un fait de première importance qu'il importait de souligner au seuil de l'exercice 1939.

Mais il n'est pas que notre monnaie, qui ait résisté à la faveur des crises que nous venons de rappeler. Elle ne l'eût sans doute pas pu si notre appareil bancaire, lui aussi, n'avait été suffisamment solide que pour ne pas s'effondrer durant les périodes de paniques inséparables des grandes crises. On sait ce qui se passe dès que le public pressent celles-ci. Il retire ses dépôts des banques privées aussi bien que des instituts officiels, soit pour les convertir en or ou en devises et titres étrangers, soit pour les garder par devers lui et les thésauriser. Les banques, au cours des trois périodes critiques de 1938, ont pu faire face avec aisance à tous les retraits. Elles possédaient, en général, des réserves importantes à la Banque Nationale. Quand celles-ci diminuent, elles y réescomptent des effets commerciaux ou recourent aux avances sur titres. Et pour compléter ce tableau, nous soulignerons que les retraits opérés durant ces mêmes périodes à la Caisse d'Epargne aussi bien qu'à l'Office des Chèques postaux, ont été peu importants et que, par conséquent, l'un et l'autre ont pu y faire face avec la plus grande facilité.

En fait, les retraits auxquels nos banques et instituts publics de crédit ont eu à faire face durant ces périodes troublées ont été très inférieurs à ceux que l'on a vu se produire à l'étranger.

Ils n'ont pas eu de retentissement quelque peu sensible sur la liquidité globale des banques. Ceci ressort de toute évidence de la publication de la situation globale de celles-ci, au nombre de 122, avec 1,083 succursales, et qui a été établie au 30 septembre dernier. Depuis les avoirs et dépôts en banque se sont reconstitués d'une manière sensible. Et ceux que la question intéresse quant aux détails, trouveront l'exposé de cette situation dans le *Moniteur* du 10 novembre.

\* \* \*

Comment les événements de 1938 ont-ils réagi sur la tenue des divers instituts parastataux et, en particulier, de ceux qui pratiquent les opérations de dépôts, notamment la Caisse d'Epargne et de Retraite, l'Office des chèques postaux?

Au moment de l'alerte de fin septembre et durant les semaines d'agitation extérieure qui l'ont précédée, des retraits devaient naturellement être opérés par les déposants à la Caisse d'Epargne; c'était inévitable. Mais ils ont été peu importants puisqu'aussi bien ils n'ont atteint, durant la deuxième quinzaine de septembre, la plus critique, que 402 millions contre 54 millions de nouveaux versements. Soit un écart de 348 millions et l'on peut dire que dès le 3 octobre, la situation est peu à peu redevenue normale.

Le même phénomène s'est produit à l'Office des Chèques postaux, où il a été retiré 300 millions de francs seulement, chiffre total le plus élevé durant la période critique, et en supplément des retraits normaux. Dès le 3 octobre, tout redevenait peu à peu normal.

Il n'y a pas eu d'autres alertes ayant eu des répercussions quelque peu sérieuses au cours de l'année, et on peut dire que la situation est redevenue plus normale vers la mi-octobre.

En résumé, au cours de l'année qui finit et en dépit de toutes les vicissitudes auxquelles ont été soumises les finances publiques, le franc a eu une tenue admirable, la solidité de notre organisation bancaire l'a fait résister à toutes les épreuves et les instituts publics de dépôts ont conservé toute la confiance de leurs affiliés.

C'est là une constatation qui devait être faite au seuil de l'exercice budgétaire qui vient.

### VIII. — Les finances publiques et le revenu national.

Il a été rappelé plus haut que le budget pour 1938 était dressé avec un boni de 17 millions, ce qui, assurément, ne constitue pas une bien grande marche de sécurité.

En réalité, il ne convient pas d'attacher à ce boni, la valeur d'un fait mathématique alors qu'il s'agit d'un budget de 11,700 millions. Ce qu'il importe de considérer avec plus d'attention, c'est le point de savoir, si la charge totale d'impôts qui pèse sur l'économie n'est pas telle qu'elle puisse en rompre l'équilibre et réduire par répercussion la capacité fiscale du pays.

Si l'on fait abstraction du point de vue politique du problème financier pour ne se placer que sur le terrain purement technique, il est bien évident que la gestion la plus saine des finances publiques consisterait à ajuster la charge des impôts au revenu national. Mais ceci est-il réalisable ?

Non seulement il est malaisé de s'accorder au sujet de la méthode qui doit permettre d'établir ce revenu comme aussi bien les statistiques font défaut, mais les économistes, en général, ne s'accordent pas pour définir le rapport qui doit normalement exister entre les charges imposées à l'économie et le revenu national. Les premières peuvent-elles atteindre le quart de ce dernier ou seulement le cinquième ?

En 1930, suivant M. le professeur Baudhuin (1), notre revenu national s'élevait à 42,100 millions pour des prévisions de recettes de 11,381 millions.

Suivant M. Van Zeeland (2), il se chiffrait par :

49,710 millions en 1934 ;

60,020 millions en 1936 ;

65,920 millions en 1937.

Les prévisions de dépenses pour 1935, établies en 1934, se chiffraient par 10,387 millions.

Les dépenses effectives en 1936 ont atteint 10,504 millions et celles probables pour 1937, 11,072 millions.

M. Van Zeeland était d'avis que les dépenses d'Etat ne pouvaient être supérieures au cinquième du revenu national. Il y est fait face moyennant taxation de la fortune acquise, immeubles et capitaux mobiliers, des salaires et des revenus professionnels. Hormis quelques autres recettes provenant notamment des biens de l'Etat, c'est donc moyennant prélèvement annuel du cinquième de ceux-ci que devraient être couvertes les dépenses.

Mais ce chiffre, cette quotité n'est-elle pas arbitraire ? Il importe d'ailleurs de noter que les provinces et les communes doivent de leur côté trouver les recettes qui leur permettent de faire face à leurs besoins. Pour 1938, M. Janssen, l'actuel Ministre des Finances, estimait que, compte tenu de celles-ci, les impositions totales qui frappaient les contribuables s'élevaient à 14 milliards.

---

(1) Le revenu national en 1930, par M. F. Baudhuin. *Bulletin d'Information et de Documentation de la Banque Nationale*, 25 mai 1930.

(2) *Les Finances publiques belges de 1935 à 1937*. — Paul Van Zeeland *Revue Générale* du 15 juin 1938.

Ces estimations, comme on voit, sont arbitraires autant que précaires, comme celles, nous l'avons dit plus haut, qui doivent servir à définir le revenu national. Et au surplus, il sera toujours malaisé d'y recourir, parce qu'au moment de l'établissement du budget de l'année qui va venir, l'année de base, c'est-à-dire celle qui la précède en exercice, n'est pas écoulée. Les éléments taxables du revenu national ne sont pas entièrement connus et d'ailleurs, la masse la plus importante de ceux-ci peut subir des variations indéfinissables au cours de l'exercice budgétaire auquel elle doit se référer.

\* \* \*

Il n'est donc d'autres moyens, pour apprécier un projet de budget, que de passer sous revue les faits et facteurs d'ordre général qui ont été invoqués pour l'établir. Parmi ceux-ci, il en est, comme nous venons de le dire, qui relèvent de l'exercice qui s'achève, d'autres qui tiennent de l'évolution de l'économie durant l'année qui vient et ne sont donc que des supputations sans plus. Une partie des recettes à venir est établie sur les revenus de 1938, une autre, la plus importante, sur des opérations imposables qui se feront en 1939. Or, que va-t-il se passer ?

La crise qui est revenue dès juin 1937 et perdure toujours, affectera incontestablement les revenus de 1938 qui doivent être perçus en 1939. Une importante partie de la matière imposable créée par la prospérité que nous avons connue en 1937 et une partie de 1938, se dérobera presque certainement en 1939.

Le chômage s'est étendu et particulièrement depuis la crise de septembre. Il y avait au 1<sup>er</sup> novembre dernier 50,000 chômeurs de plus que l'an dernier à la même époque.

Nos exportations ont baissé sensiblement depuis un an. Elles ont diminué pour les huit premiers mois de 1938, de 18.26 p. c. alors que le commerce mondial n'a baissé que de 14.52 p. c. Pour les dix premiers mois de 1937, elles s'élevaient en valeur, à 21,602 millions; pour la même période en 1938, à 17,738 millions, soit 3,864 millions de moins.

Les importations qui elles aussi sont une source de revenus pour l'Etat, ont atteint, pour la même période, 22,953 millions en 1937 et 19,285 millions en 1938, soit 3,668 millions en moins.

A noter, ce qui est d'importance essentielle, que la marge bénéficiaire pour un grand nombre d'entreprises, a diminué considérablement et jusqu'à disparaître pour beaucoup d'entre elles. L'on peut s'attendre à des bilans mauvais pour le deuxième semestre de 1938 et en tout cas, les premiers mois de 1939.

Le nombre limité de pages qui nous est imparti pour la rédaction de ce rapport ne permet pas d'allonger la liste des indices qui permettent de se faire l'opinion la plus complète possible sur la situation économique actuelle de notre pays.

Ces indices se trouvent, au surplus, fort bien repris et périodiquement détaillés dans le Bulletin d'Information et de Documentation de la Banque Nationale.

Ce qu'il importe d'établir ici, c'est d'abord la question de savoir si notre politique financière est soutenue en ce moment par une politique économique adéquate et s'il n'en est pas ainsi, que convient-il de faire pour augmenter le revenu national, grâce auquel l'Etat pourra réaliser le train de vie que lui assigne le projet de budget pour 1939.

### IX. — Une politique économique, soutien du Budget.

Disons-le tout de suite, nous n'avons pas la politique économique qui corresponde au trouble créé depuis dix ans, dans nos moyens de production et aux bouleversements qui ont marqué depuis les relations entre les peuples. Nous ne l'avons pas au moment où, chargés d'impôts, l'industrie, le commerce et l'agriculture ont plus que jamais besoin d'être soutenus. Sans aucun doute, durant ces dernières années, des lois ont été votées, des mesures prises dans divers domaines qui se devaient d'apporter quelque soutien à notre économie. Il en est qui furent d'une efficacité et d'une utilité certaines. Mais elles ont été prises en général au petit bonheur, au jour le jour, sans méthode, sans plan déterminé, sans objectif général bien délimité, c'est-à-dire empiriquement, les Gouvernements au pouvoir s'efforçant exclusivement de faire taire certaines récriminations, d'atténuer ou de supprimer certains abus, de recourir par dessus tout, lorsqu'ils y étaient poussés, à l'expédient des contingentements et licences, de primes ou de la hausse de certains droits de douane qui tenaient lieu d'une protection que l'on voulait efficace.

Hâtons-nous de le dire, dans bien des cas, en de nombreuses circonstances, il n'était pas possible de faire mieux. Les événements, rapides, déroutants, dépassaient les hommes. Et nos gouvernants étaient peu ou mal renseignés et mal préparés pour réagir ainsi qu'il eût fallu.

Politique empirique, disons-nous, qui ne s'embarrassait pas de la situation générale, réelle de nos entreprises, des conditions pénibles dans lesquelles elles avaient à lutter pour subsister, qui annihilait trop souvent leurs efforts par des mesures vexatoires ou pour le moins inopportunes.

Et fort heureusement l'énergie, l'esprit d'initiative, l'ingéniosité et la ténacité de nos chefs d'entreprises, secondés par des techniciens et une classe ouvrière admirables, nous ont aidés largement à résister et à survivre à tous les avatars qu'il a été donné d'enregistrer depuis dix ans, aux crises politiques, financières et économiques se succédant sans rémission, dans le pays comme au dehors.

Pour avoir une politique économique, pour assurer à l'infinie variété de nos entreprises un soutien réel, suffisant, c'est-à-dire leur permettant non seulement d'entretenir le train de vie de l'Etat, mais d'assurer les moyens de subsistance de 8 millions de Belges, il faut connaître, avant tout, leur situation réelle; les erreurs qui ont présidé à leur création, les possibilités qui sont offertes à leur subsistance ou leur développement, les faiblesses ou les taxes qui entravent leur rendement ou les rendent difficilement viables.

En un mot, il importe de savoir avant tout, si notre outillage national, livré depuis dix ans à tous les troubles qui ont bouleversé l'économie internationale est resté adéquat aux tâches que l'on attend de lui et s'il en est ainsi, quelle serait la politique à suivre pour l'améliorer, l'adapter pour tenir, avec le plus de chance de succès, contre la concurrence de plus en plus âpre des pays étrangers.

\* \* \*

Il est impossible de comprendre les difficultés dans lesquelles se débat l'économie de ce pays, sans remonter aux événements, c'est-à-dire aux causes qui l'ont bouleversée et dont les effets n'ont jamais cessé depuis de se faire sentir. Il nous faut les rappeler brièvement.

Pendant la période d'euphorie qui suivit la première dévaluation de notre franc en 1926, un grand nombre de chefs d'entreprise se sont ingéniés à développer leur production. La marche des affaires permettait d'absorber aisément tous les produits déversés sur le marché; les ventes s'effectuaient facilement au dehors. Les usines, les fabriques, les ateliers, les manufactures se sont hâtés d'accroître et de parfaire leur outillage, d'installer de nouveaux départements de production. Dans la plupart des groupes d'industries, de nombreuses entreprises ont surgi. Puis, ce fut le fléchissement de la conjoncture : dès 1929, la crise survenait en Amérique et gagnait bientôt le monde entier, une crise redoutable, d'une exceptionnelle gravité qui provoqua l'effondrement des prix des matières premières et des produits fabriqués. Notre pays en ressentit, comme les autres, les désastreux effets, et la crise survint.

Dès ce moment, dès 1930, que voyons-nous se produire dans la plupart des pays, contraints comme nous de rechercher des moyens d'adaptation aux conditions nouvelles de la lutte internationale ? Tout est mis en œuvre pour réaliser celle-ci le mieux possible et au point de bouleverser complètement la structure de l'organisation économique mondiale : des pays, jusque là agricoles, s'industrialisent; d'autres abandonnent la pratique du libre-échange pour se confiner dans un protectionnisme de plus en plus étroit : contingents, régime des licences, relèvement des droits de douane, octroi de primes, pratique du troc, des clearings. Création de régimes autarciques, avec économie dirigée partielle ou totale; en un mot, politique de la porte fermée, de repli dans la plupart des pays d'Europe et d'Amérique et dans une mesure telle que l'on peut dire avec l'Exposé Général du projet de Budget, que « les difficultés présentes du commerce international traduisent en grande partie non pas un accident dans le cours de l'histoire, mais une évolution logique dont les premiers signes apparaissaient déjà il y a de longues années. »

Or, comment la Belgique, petit pays qui doit vivre de ses exportations, a-t-elle réagi ? Qu'a-t-elle fait, durant cette déjà longue étape de crise, pour réajuster son économie et, en particulier, son outillage, à ce monde bouleversé et nouveau ? Nos débouchés normaux nous ayant été fermés graduellement et certains totalement, une concurrence nouvelle, âpre, agissante ayant surgi sur les marchés du dehors comme sur notre marché propre, il s'est trouvé rapidement que des entreprises suroutillées se trouvent à côté d'entreprises surcapitalisées. D'autres subsistent péniblement avec un outillage désuet, qui ne leur permet plus de lutter avec avantage. D'autres, ayant perdu leurs débouchés, arrêtent leur activité. Il est des productions nouvelles que nous pourrions entreprendre, moyennant certains encouragements; rien n'est fait pour les soutenir. Et pourtant, nos consuls à l'étranger ont renseigné quelque 1,400 produits que nous pourrions fabriquer, avec possibilité de les écouler au dehors.

Un grand nombre d'entreprises n'étant pas soutenues ni orientées vers des fabrications nouvelles, doivent fermer. Il en est qui, survivant dans des conditions de plus en plus difficiles, se voient obligées de recourir à l'aide des banques.

Le phénomène s'accuse bientôt dans de telles proportions, qu'il faut voler au secours des banques elles-mêmes, qui, ayant exagéré leurs immobilisations dans les entreprises, sont en mal de liquidités. L'Etat avance 2 milliards pour les aider à retrouver celles-ci. En un mot, notre industrie nationale est, pour une quantité importante d'entreprises, totalement désaxée avec, comme conséquence, que nous avons désormais un chômage très étendu à l'état endémique, qui va, d'année en année, peser sur notre Budget. Et pour achever

ce tableau désespérant, nous disons qu'un grand nombre d'ouvriers spécialisés ont dû quitter durant ces années de crise, le pays, pour subsister ailleurs.

\* \* \*

Pénétrés de la gravité de cette situation, il s'est trouvé des hommes et parmi eux, divers de nos collègues, du Sénat, pour jeter un cri d'alarme et entreprendre résolument de lui découvrir des remèdes. Ils furent d'avis que le pays devait sans tarder rechercher dans une réadaptation de son économie, la réorientation de ses industries et une plus large utilisation de sa production, à l'intérieur, des possibilités de survie, sinon de prospérité.

Ainsi fut constituée la Commission du Commerce intérieur, présidée par notre collègue M. Van Overbergh; ainsi fut créé le Comité d'Orientation Industrielle (C.O.R.I.) présidé de droit par le Ministre des Affaires Economiques, et à son défaut, par votre rapporteur.

L'un et l'autre se sont mis résolument au travail, un travail sérieux, régulier et souvent ingrat.

La Commission du Commerce intérieur a fourni un labeur considérable. Le rapport général sur les études et recherches qu'elle a faites durant sa deuxième session (1935-1936) ne contient pas moins de 300 pages et il n'est guère de question de quelque intérêt pour notre commerce intérieur qui n'ait retenu son attention.

Notre rapport l'a dit déjà en décembre 1936, que si les mesures préconisées par la Commission avaient été appliquées d'une manière rationnelle et suffisamment large, elles auraient depuis contribué à revigorer considérablement l'activité économique du pays, à lui restituer une grande source de profits, remettre ses ouvriers au travail et nous dispenser, en dehors de toute préoccupation d'autarcie, d'acheter un grand nombre de produits et d'articles à l'étranger.

Or, rien n'a été fait en dehors de la création de la Commission de contrôle des adjudications publiques et de la surveillance des dumpings, dans le sens des résolutions et suggestions faites par la Commission du Commerce intérieur. Bien pis, la Commission n'a plus été convoquée depuis deux ans !

Le Comité de l'Orientation Industrielle n'a guère été plus heureux. Composé des divers commissaires royaux et de professeurs d'Université, il a travaillé sans relâche durant deux ans.

Ses premiers travaux avaient pour objectif, dès 1935, de marquer le point quant à la situation de nos industries et du chômage, de définir les problèmes généraux et spécifiques qu'il importait de résoudre et d'indiquer dans quel sens leur solution devait être recherchée.

Un premier rapport, rédigé par M. Dupriez, professeur à l'Université de Louvain, au nom du Comité et ayant paru dans le numéro de septembre 1936 dans la *Revue du Travail* répondait aux questions ci-dessus. Il mettait en évidence la gravité du problème qu'il fallait résoudre sans plus de retard, c'est-à-dire la réadaptation de l'industrie nationale puis le reclassement et la réadaptation des chômeurs à des métiers et professions nouvelles.

Depuis, il s'est réuni durant deux ans toutes les semaines pour examiner l'un ou l'autre problème posé par la situation nouvelle de l'industrie nationale. Il a étudié surtout les aspects quantitatifs de l'évolution économique en vue de déterminer dans quelle mesure il est nécessaire d'abandonner les voies

anciennes pour retrouver un équilibre satisfaisant. De nombreuses sous-commissions ont été créées et des experts choisis, en général, parmi les professeurs d'universités pour étudier l'un ou l'autre problème. Des enquêtes souvent délicates furent entreprises qui ont conduit à des résultats pour bon nombre de questions. C'est ainsi que des conclusions intéressantes ont été formulées en ce qui concerne l'industrie cinématographique, l'industrie du meuble, de la chaussure et de la tannerie, des ateliers de construction de wagons de chemin de fer, des fabrications de pièces détachées pour auto, des fabrications de turbines, d'alliages légers, d'aciers spéciaux, de moteurs à huile lourde ou à essence, des moteurs Diesel, des industries du zinc, du lin, de la vannerie, etc.

La C. O. R. I. a suggéré la création d'un service de documentation et d'information à l'usage des chefs d'entreprises industrielles.

Or, à part la création de ce dernier service, toutes les suggestions de la C.O.R.I. sont restées lettre morte. Les travaux d'expertise ont coûté des dizaines de milliers de francs. Ils l'ont été en pure perte puisqu'ils n'ont pas été utilisés. La déclaration gouvernementale disait implicitement ceci :

« Le Gouvernement entend s'inspirer largement des directives et suggestions maintes fois exprimées par la Commission du Commerce intérieur et par la Commission d'orientation industrielle (C.O.R.I.). Il consultera sur ces questions les organismes économiques qualifiés. » Or, non seulement aucun de ceux-ci n'a jamais été consulté, mais, nous venons de le rappeler, la Commission du Commerce intérieur n'a plus été convoquée depuis deux ans. La C. O. R. I. est restée ignorée depuis que cette déclaration fut faite, pour être convoquée une fois par M. le Ministre des Affaires Economiques au début de ce mois !

\* \*

La conclusion à tirer de tout ceci est la suivante : c'est que le Département des Affaires Economiques ayant totalement négligé de dégager pour l'appliquer une politique basée sur la connaissance de la situation économique générale et particulière aux divers groupes d'industrie, telle qu'elle s'est révélée après dix ans de bouleversements dans l'économie mondiale, n'a pu avoir de politique rationnelle et en tout cas celle qu'il a adoptée n'a cessé de porter à faux.

Elle est restée purement empirique. Il a, d'autre part, complètement négligé le développement à donner au commerce intérieur, seul moyen qui pouvait aider à soutenir nos industries de plus en plus lourdement handicapées par le protectionnisme outré pratiqué au dehors.

Nous ne pouvons mettre en cause ici les chefs du Département des Affaires Economiques qui ont eu à diriger celui-ci à l'époque où toutes les grandes décisions devaient être soumises préalablement à l'agrément de l'O.R.E.C.

L'O.R.E.C. a rendu, à l'époque, des services incontestables. On ne doit pas les sous-évaluer. Mais la manière dont il devait fonctionner ne lui permettait pas en général de réaliser rapidement et utilement les tâches qui lui étaient confiées. Les quatre Ministres qui le composaient ne pouvaient se réunir que rarement. Et étant très pris par la gestion de leurs départements propres ils n'avaient guère de loisir pour entreprendre, par ailleurs, des tâches nouvelles, de résoudre des problèmes souvent compliqués. Ils ne disposaient pas surtout de la documentation indispensable pour pouvoir réaliser la politique de redres-

sement que l'on attendait d'eux. Le mécanisme n'a pas bien fonctionné et c'est bien pour cette raison que le Gouvernement Janson a décidé de le supprimer.

De tout ce que nous venons de dire, se dégage une conclusion générale :

Nous posons en fait qu'aucune politique de réadaptation, par conséquent de redressement, n'est possible si l'on ne s'inspire pas de certaines directives qui tiennent compte de la situation réelle de notre économie et que votre rapporteur conçoit de la manière ci-après :

1° Il faut avant tout envisager des réformes de structure politique qui permettent au Gouvernement de poursuivre avec autorité et une certaine continuité, la gestion des affaires publiques et, en particulier, l'application d'une politique économique adaptée aux conjonctures nouvelles. Celle-ci ne sera réalisable que moyennant une organisation professionnelle et une réglementation conçue dans le respect du droit des minorités;

2° Une enquête devrait être faite sur les aspects qualitatifs et quantitatifs de notre production pour être adaptée à nos besoins intérieurs et extérieurs, en tenant compte des nouveaux courants commerciaux internationaux;

3° Une étude complète devrait être entreprise qui permette d'établir le reclassement des chômeurs, de manière notamment à rendre possible leur rééducation en vue de la pratique de métiers nouveaux;

4° Il y aurait lieu d'examiner la situation actuelle de l'industrie, groupe par groupe, de manière à sauver d'abord celles qui, vitales pour le pays, sont menacées de disparaître; d'aider à la transformation de celles qui, ayant cessé d'être viables, pourraient être orientées vers d'autres productions; de promouvoir la création d'industries nouvelles répondant à des besoins intérieurs ou des possibilités extérieures et ce, moyennant certains avantages accordés par le Gouvernement;

5° Le programme de développement du Comité du Commerce intérieur, englobant les produits industriels et agricoles, devrait être appliqué systématiquement et progressivement, de façon à assurer un large débouché à nos industries nationales et à notre agriculture.

6° Il importe de reconsidérer notre régime d'exportations en fonction des courants internationaux nouveaux et de rechercher des débouchés où nous ne sommes pas encore introduits. Les importants travaux préparés par le Comité du Commerce extérieur, présidé par M. Theunis, ancien Premier Ministre, seraient ici de la plus haute utilité. Par ailleurs, nous devrions nous préoccuper davantage d'entreprendre en dehors de nos frontières, des grands travaux, à l'instar de ce que nous faisons avant la guerre et tels que les poursuivent depuis les chefs d'entreprises allemandes et anglaises;

7° Il importerait de prendre enfin toutes mesures susceptibles de ranimer le port d'Anvers, en le considérant en fonction du rôle essentiel qu'il joue dans l'économie nationale, tout en laissant la Ville d'Anvers en assurer la gestion.

Un programme de l'espèce pourrait être appliqué en quatre ans. Il devrait l'être en considérant toutefois qu'il est certaines mesures qui doivent être prises d'urgence, avant toutes autres, pour parer aux dangers dont nous sommes menacés dans les mois à venir quant à nos possibilités d'exportations. La lutte pour nous devient de plus en plus difficile pour des raisons diverses.

Il y a, avant tout, les méthodes nouvelles d'expansion adoptées par les Etats totalitaires, et, en particulier, la position de plus en plus inquiétante prise par l'Allemagne dans les pays danubiens, balkaniques et turc. Il y a les débouchés

perdus, la Russie, la Chine, l'Espagne. Il y a le Maroc qui vient de faire l'objet d'un accord particulier entre la France et l'Angleterre. Il y a la dépréciation de la livre dont nous sentons les répercussions dans tous les pays du bloc-sterling. Il y a la concurrence française, qui, avec son change déprécié et les mesures envisagées pour développer la production, devient une concurrente de plus en plus dangereuse pour certains secteurs de notre marché, sur le sien et sur les autres.

Il y a que nous n'avons pas encore trouvé le moyen de monnayer suffisamment les achats importants de céréales que nous faisons dans certains pays sans contrepartie.

Sur ce tableau assez sombre apparaissent heureusement quelques lueurs : le nouveau traité anglo-américain, un redressement assez sérieux de nos exportations en octobre et quelques signes de reprise économique dans les grands pays producteurs. En tout cas, il importe que les bouleversements survenus récemment retiennent notre très sérieuse attention, si nous ne voulons pas que notre budget soit exposé à de nouvelles surprises au cours de l'année qui vient. Le Gouvernement a adopté pour devise : « faire travailler ». C'est là le seul moyen permettant de développer la richesse publique et de créer, par conséquent, de la matière imposable.

Il ne réussira que si, sans tarder, il sait mettre en action une politique hardie et à la mesure des événements.

S'il n'en est pas ainsi, il est à craindre que d'ici quelques années nous soyons obligés de renoncer à notre indépendance économique pour nous rattacher économiquement à l'un ou l'autre de nos voisins.

\* \* \*

Votre Commission a adopté le Budget à l'unanimité des membres présents.  
Le rapport a été adopté à l'unanimité.

*Le Rapporteur,*  
G. BARNICH.

*Le Président,*  
CYR. VAN OVERBERGH.

## BELGISCHE SENAAAT

VERGADERING VAN 13 DECEMBER 1938.

**Verslag uit naam van de Commissie van Financiën belast met het onderzoek van het Wetsontwerp houdende de Rijksmiddelenbegrooting voor het dienstjaar 1939.**

*(Zie de n<sup>os</sup> 4-1, 20, 33 en de Handelingen van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, vergaderingen van 29, 30 November; 1, 7 en 8 December 1938; n<sup>o</sup> 5-1 van den Senaat.)*

Aanwezig : de heeren VAN OVERBERGH, voorzitter; BEAUDUIN, BOLOGNE, Graaf d'ASPREMONT LYNDEN, DE CLERCQ (Jos.), DE MAN, DOUTREPONT, GODDING, HARMEGNIES, JANSSENS, LABOULLE, MULLIE, PIERLOT, RHODIUS, RONVAUX, SOUDAN, VERCAMMEN en BARNICH, verslaggever.

### INHOUD.

|                                                                               | Bldz. |
|-------------------------------------------------------------------------------|-------|
| I. — De Begrooting van den Staat voor 1939 en vroegere dienstjaren . . . . .  | 2     |
| II. — Het dienstjaar 1938 en zijn moeilijkheden . . . . .                     | 3     |
| III. — Het ontwerp van Begrooting voor 1939. . . . .                          | 9     |
| IV. — Opmerkingen van de leden der Commissie over het ontwerp van Begrooting. | 11    |
| V. — Beschouwingen over de voorbereiding en de goedkeuring der Begrootingen . | 13    |
| VI. — Het evenwicht der Begrooting en de bijzondere machten . . . . .         | 16    |
| VII. — Redenen tot optimisme . . . . .                                        | 18    |
| VIII. — De Staatsfinanciën en het nationaal inkomen . . . . .                 | 20    |
| IX. — Een economische politiek, steun van de Begrooting . . . . .             | 22    |

## MEVROUWEN, MIJNE HEEREN,

## I. — De Staatsbegrooting voor 1939 en de vroegere dienstjaren.

Het ontwerp van begrooting voor het dienstjaar 1939, dat aan den Senaat is voorgelegd, werd door de Kamer pas goedgekeurd met 121 tegen 26 stemmen en 7 onthoudingen.

Het voorziet een totaal van ontvangsten van 11,700 millioen, waarvan 10,214 millioen worden gevraagd aan de belasting. Het voorziet uitgaven voor een bedrag van 11,583 millioen, zegge een boni van 117 millioen.

Dit boni werd voorzien op het oogenblik van het opmaken der begrooting met inachtneming van de basis van 105 t. h. voor de berekening der wedden, loonen en pensioenen van de ambtenaren en Staatsbedienden. Sedertdien heeft de Regeering besloten deze basis op te voeren tot 107.5 t. h. hetgeen haar ertoe gebracht heeft amendementen op de begrooting in te dienen, waardoor aanvullende kredieten worden uitgetrokken, zoodat het uiteindelijk boni ten slotte slinkt tot 17 millioen.

Een laatste raming, gedaan op 12 December, bepaalt het boni op 20 millioen.

Ten overstaan van deze cijfers rijst onmiddellijk een vraag : hoe moet men het ons voorgelegde ontwerp van begrooting beoordeelen, vergeleken bij de voorgaande, vooreerst bij die van 1935, 1936 en 1937, vervolgens bij die van 1938 die nog niet is afgesloten en waarop het meer in het bijzonder steunt ?

\*\*\*

Laten wij eerst nagaan hoe het ontwerp er uitziet vergeleken bij deze van de jaren 1935, 1936 en 1937. De algemeene uiteenzetting zal het ons leeren.

De begrooting van 1935 werd definitief opgemaakt en de toestand van deze van 1936 en 1937, voorloopig nog ,werd overgenomen uit den toestand der Schatkist bekendgemaakt op 1 Januari 1938.

*Ontvangsten (in millioenen franks).*

|                                   | 1935  | 1936  | 1937  |
|-----------------------------------|-------|-------|-------|
| Belastingen . . . . .             | 8,329 | 9,001 | 9,438 |
| Verschillende ontvangsten . . . . | 1,685 | 1,625 | 1,644 |

*Uitgaven (in millioenen franks).*

|                                                                       |       |        |        |
|-----------------------------------------------------------------------|-------|--------|--------|
|                                                                       | 9,912 | 10,505 | 11,072 |
| De begrooting van 1935 werd afgesloten met een boni van 102 millioen. |       |        |        |
| — 1936 —                                                              | —     | —      | 120 —  |
| — 1937 —                                                              | —     | —      | 10 —   |

Uit het onderzoek dezer tabellen blijkt dat van 1935 tot 1937 de ontvangsten stegen met 1,068 millioen om te voorzien in 1,161 millioen bijkomende uitgaven. Deze schijnen het meest indruk te maken op de openbare meening.

Van waar komen zij ?

Vooreerst uit de verhooging der kredieten voor versterking van s' lands verdediging gevraagd, kredieten die van 776 millioen tot 999 millioen gestegen zijn. Vervolgens uit deze vereischt voor het openbaar onderwijs, die van 971 millioen tot 1,144 millioen werden opgevoerd. De begrooting van het Departement van Financiën werd van 353 op 423 millioen gebracht en die van

kwade posten en terugbetalingen van 936 op 1,124 miljoen. Daarna hebben verschillende sociale wetten, trouwens haast eenparig door Kamer en Senaat goedgekeurd, bijkomende uitgaven voor meer dan 300 miljoen veroorzaakt (pensioenen en verschillende toelagen, vergoedingen aan de oudstrijders).

Ten slotte past het er aan te herinneren dat ontlastingen voor meer dan 1,200 miljoen tijdens deze periode konden gedaan worden, onder meer mogelijk gemaakt door de winst die verwezenlijkt werd op de verrichting van de conversie der renten (ongeveer 600 miljoen), de vermindering der uitgaven voor werkloosheid (963 miljoen in 1934 en 607 miljoen 1937), de inkrimpingen, administratieve en andere, in de onderscheiden ministeries toegepast.

Deze eerste algemeene gegevens maken een eersten indruk mogelijk over de begrootingsevolutie in de jongste jaren. Zulks volstaat echter niet om het voorstel van begrooting, dat ons voor 1939 wordt voorgelegd, te beoordeelen. Het loopende dienstjaar, nl. dit van 1938, waarvan dat van 1939 slechts de voortzetting zal zijn, heeft inderdaad zoodanige schommelingen ondergaan en aanleiding gegeven tot zoo belangrijke, ongewone wederaanpassingen, dat het past er bij stil te blijven, indien men een beredeneerde meening wil verkrijgen over het ons voorgelegde ontwerp en terugkeer wil vermijden van de ongemakken die wij sedert een jaar hebben moeten ondergaan.

## II. — Dienstjaar 1938 en zijn moeilijkheden.

Het ontwerp van begrooting voor 1938 bedroeg 11,392 miljoen ontvangsten en 11,318 miljoen uitgaven, hetzij een boni van 74 miljoen.

Door de Kamer goedgekeurd, maakte het het voorwerp uit van uitdrukkelijk voorbehoud in den loop der bespreking waartoe het aanleiding gaf in den schoot uwer Commissie en dat voorbehoud werd weergegeven in het verslag, eenparig aangenomen, min een stem en een onthouding, op 16 December 1937.

Het voorbehoud sloeg op tweeërlei soorten feiten :

1<sup>o</sup> het ontwerp van begrooting had op het oogenblik van zijn indiening bij het Parlement, grondige wijzigingen ondergaan, niet alleen wegens de stijging inmiddels van het indexcijfer; doch aanzienlijke, nieuwe uitgaven waren door de Regeering betaalbaar gesteld of beloofd geworden, en zulks zonder tegenwaarde als ontvangsten, sedert de raming van Juli 1937.

De lijst dezer uitgaven was weergegeven in het verslag.

2<sup>o</sup> een algemeene verslapping van de zaken had zich intusschen voorgedaan en deze verslapping werd steeds scherper en, indien zij moest verergeren of slechts aanhouden in den loop van het dienstjaar, dan zou zulks onvermijdelijk de al te optimistische ramingen van ontvangsten in de war sturen. Deze beschouwden niet alleen als verworven de handhaving in 1938 van de stijging der ontvangsten van 1936 en 1937 maar zij rekenden nog met een nieuwe verhooging van 781 miljoen van 1937 tot 1938.

Ten einde de verantwoordelijkheid uwer Commissie op dit punt te dekken, had ik in mijn hoedanigheid van verslaggever de onderscheidene administratieve diensten verzocht hun ramingen te wettigen, hetgeen is geschied in een nota ingelascht in het verslag.

De fiskale uitslagen van de eerste tien maanden van het loopende dienstjaar zijn voortaan gekend. Uw verslaggever heeft gemeend dat het nuttig ware deze te kunnen vergelijken met de ramingen in 1937 gedaan door het Bestuur. Deze vergelijking wordt weergegeven in de volgende tabel.

## I — RECHTSTREEKSCH E BELASTINGEN.

| AARD DER BELASTINGEN                 | BEDRAG VOOR DIENSTJAAR 1938              |                            |                                                         |                                      |
|--------------------------------------|------------------------------------------|----------------------------|---------------------------------------------------------|--------------------------------------|
|                                      | der inningen<br>op<br>31 October<br>1938 | der vermoedelijke ontvang. |                                                         | van het<br>begrootings-<br>voorzicht |
|                                      |                                          | op<br>31 December<br>1938  | bij de sluiting<br>van het<br>boekjaar<br>31 Maart 1939 |                                      |
| I                                    | 2                                        | 3                          | 4                                                       | 5                                    |
|                                      | Millioenen fr.                           | Millioenen fr.             | Millioenen fr.                                          | Millioenen fr.                       |
| Mobiliënbelasting . . . . .          | 676.3                                    | 855.0                      | 960.0 (1)                                               | 875.0                                |
| Bedrijfsbelasting . . . . .          | 338.8                                    | 480.0                      | 700.0                                                   | 725.0                                |
| Aanvullende personeele belasting . . | 175.2                                    | 230.0                      | 300.0                                                   | 280.0                                |

1. *Rechtstreeksche belastingen.*

|                                                                           |         |         |           |         |
|---------------------------------------------------------------------------|---------|---------|-----------|---------|
| Belasting op het inkomen . . . . .                                        | 1,388.4 | 1,765.0 | 2,322.5   | 2,242.5 |
| Nationale crisisbelasting . . . . .                                       | 152.7   | 285.0   | 475.0     | — (3)   |
| Taxe op de jacht-, vischvangst- en<br>vogelvangstrechten . . . . .        | 1.0     | 1.3     | 1.5       | 1.5     |
| Taxe op de auto's . . . . .                                               | 187.0   | 189.5   | 190.0     | 185.0   |
| Taxe op de vermakelijkheden . . . .                                       | 35.3    | 43.5    | 47.5      | 50.0    |
| Taxe op de spelen en weddenschappen .                                     | 60.6    | 67.5    | 70.0      | 70.0    |
| Diverse ontvangsten (hoofdzakelijk<br>achterstallige belastingen) . . . . | 174.6   | 205.0   | 232.5 (2) | 260.0   |
|                                                                           | 1,999.6 | 2,556.8 | 3,339.0   | 2,809.0 |

2. *Onrechtstreeksche belastingen.*

|                                                    |      |      |      |      |
|----------------------------------------------------|------|------|------|------|
| Taxe op de opening van drankgelegenheden . . . . . | 30.0 | 33.0 | 35.0 | 35.0 |
|----------------------------------------------------|------|------|------|------|

(1) 40 miljoen minder dan het milliard voorzien op blz. 30 der Algemeene Uiteenzetting van de Begrooting der Ontvangsten en Uitgaven voor het dienstjaar 1939, daar de ontvangsten der maand September 1938 op verre na niet beantwoord hebben aan de verwachtingen.

(2) 15 miljoen hooger dan de raming van 217 1/2 miljoen, op blz. 30 der Algemeene Uiteenzetting van de Begrooting der Ontvangsten en Uitgaven voor het dienstjaar 1939, aangezien de ontvangsten in September 1938 veel hooger waren dan voorzien was voor die maand.

(3) Deze belasting werd terug ingesteld vanaf dienstjaar 1938 door de wet dd. 17 Juni 1938.

## II. — REGISTRATIE- EN DOMEINRECHTEN.

| Artikelen<br>van de<br>begroo-<br>ting | AANWIJZING                                                                                      | Bedrag der<br>ontvangsten<br>op 31-10-38 | Bedrag der<br>vermoedelijke<br>ontvangsten<br>op 31-12-38 | Begrootings-<br>vooruitzicht<br>voor 1938 |
|----------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------|-----------------------------------------------------------|-------------------------------------------|
| 13                                     | Registratie en overschrijving . . .                                                             | 404,966,640                              | 490,000,000                                               | 515,000,000                               |
| 14                                     | Griffie . . . . .                                                                               | 6,283,580                                | 7,500,000                                                 | 5,000,000                                 |
| 15                                     | Hypotheken. Inschrijvingsrechten .                                                              | 4,759,260                                | 5,650,000                                                 | 3,500,000                                 |
| 16                                     | Successies . . . . .                                                                            | 199,899,660                              | 240,000,000                                               | 200,000,000                               |
| 17                                     | Zegel en met het zegel gelijkgestelde<br>taxes . . . . .                                        | 2,159,216,850                            | 2,600,000,000                                             | 3,225,000,000                             |
| 18                                     | Naturalisaties . . . . .                                                                        | 1,530,500                                | 1,750,000                                                 | 300 000                                   |
| 19                                     | Boeten inzake belastingen . . .                                                                 | 3,583,410                                | 4,500,000                                                 | 2,000,000                                 |
| 20                                     | Boeten uit oorzaak van veroordee-<br>ling in diverse zaken en schade-<br>vergoedingen . . . . . | 15,161,470                               | 18,250,000                                                | 13,000,000                                |
| 21                                     | Taxe op de vereenigingen zonder<br>winstoogmerken . . . . .                                     | 3,313,980                                | 3,350,000                                                 | 3,200,000                                 |
|                                        | TOTALEN . . . .                                                                                 | 2,798,715,350                            | 3,371,000,000                                             | 3,967,000,000                             |

Tijdens de maanden September en October heeft de internationale toestand ontegensprekelijk onze ontvangsten van belastingen beïnvloed.

## III. — TOL EN ACCIJNZEN.

| AARD DER RECHTEN                              | Inningen op<br>31 October 1938 | Voorziene ontvangsten<br>tot op<br>31 December 1938                  |
|-----------------------------------------------|--------------------------------|----------------------------------------------------------------------|
| Douane- en statistiekrechten . . . . .        | 1,285,687,346                  | 1,550,000,000<br>tegen een budgetaire<br>raming van<br>1,650,000,000 |
| Accijnsrechten en bijzondere verbruikstaxes . | 1,222,727,916                  | 1,490,000,000<br>tegen een budgetaire<br>raming van<br>1,430,000,000 |

Het onderzoek dezer tabellen laat toe vast te stellen dat de vooruitzichten voor de rechtstreeksche belastingen overtroffen werden met 530 miljoen. Maar men moet rekening houden met het feit dat, om tot dien uitslag te komen, de nationale crisisbelasting terug moest ingevoerd worden, die in tabel 1 met 474 miljoen voorkomt. Ook dat maatregelen dienden getroffen voor een betere heffing dezer belastingen, die 50 miljoen accres van ontvangsten moesten verzekeren.

De rechten van registratie en domeinen moeten blijkens de cijfers opgegeven op 31 October en voor het volledige dienstjaar, 596 miljoen minder opbrengen dan de ramingen.

De tol- en accijnsrechten werden geschat op 3,080 miljoen, eventuele rendearing voor het dienstjaar, doch zij bereikten enkel 3,040 miljoen zegge 40 miljoen minder. Maar men moet in rekening brengen een bedrag van 200 miljoen aanvullende ontvangsten die werden goedgekeurd in Mei mits een verhooging van sommige rechten (bier en tabak).

De vrees van de Commissie werd dus bevestigd door de feiten. Te oordeelen naar de jongste inlichtingen verstrekt door het Departement van Financiën zal de begroting van 1938 sluiten met een tekort van 815 miljoen en dit ondanks de nieuwe belastingen en taxes die werden goedgekeurd.

Het was duidelijk dat de ons voorgelegde begroting met een boni van 74 miljoen niet meer in evenwicht was even na haar voorbereiding. Een aanzienlijk tekort werd zelfs zeker.

Ondanks het voorbehoud in Kamer en in Senaat gemaakt, ten aanzien van het bezwaarlijke van dezen toestand, was de toenmalige Minister van Financiën (1) van meening dat : « De nieuwe feiten niet van zulken aard waren dat een omwerking van de begrootingsvoorstellen voor 1938 gewettigd was en dat zij dus dienden te worden aangenomen zooals zij waren ingediend ».

Het past daarbij te voegen dat de geachte Minister (2) zich besloten verklaarde het evenwicht hangende het dienstjaar te handhaven en dat hij weigeren zou elken nieuwen last te aanvaarden zoo hij niet de zekerheid had daarin te kunnen voorzien door bezuinigingen of aanvullend inkomsten. En om in een mogelijk tekort te voorzien, liet hij door de verschillende diensten van zijn Departement maatregelen van herstel voorbereiden samen met hervormingen met het oog op fiscale vereenvoudiging.

\* \* \*

In de maand Maart nam de heer de Man ontslag en werd hij vervangen aan Financiën door den heer Soudan, die onmiddellijk den toestand van de begroting vaststelde.

De verscherping van de crisis had reeds vermindering van inkomsten voor gevolg gehad en de maatregelen door de Regeering uitgevaardigd zoowel als die door het Parlement goedgekeurd, lieten van een totaal vermoedelijk tekort van 2,126 miljoen voor 1938 blijken.

Geen nadruk hoeft gelegd op de ontroering die deze vaststelling in het land verwekte. De heer Soudan bood den nieuwen toestand moedig het hoofd. Mits afschaffing van kredieten, besloten of eenvoudig toegezegd, waarbij al de

---

(1) Verklaring van den Minister van Financiën. — Verslag der Kamercommissie voor Financiën.  
 (2) Redevoering uitgesproken vóór de wisselagenten op 11 December 1937.

departementen betrokken waren, kon dit tekort worden herleid tot 1,350 miljoen, een bedrag dat alsdan moest worden gevonden, volgens de ontwerpen van den Minister, in een verhooging van taxes en belastingen en in het voorzien van nieuwe belastingen.

Zoodra zij bij de Kamer werden ingediend, werden de ontwerpen hevig gegispt, daar een groot deel van de openbare meening verdere inkrimpingen eischte. De heer Soudan herleidde zijn ontwerpen tot 1,150 miljoen, doch de Kamer meende niet zoover te moeten gaan en stemde enkel toe in het herstel van de nationale crisisbelasting en de verhooging van de tol- en accijsrechten op sommige producten.

Het past inmiddels er op te wijzen dat de toestand van de Schatkist niet zeer schitterend bleek. De uitvoering van de buitengewone begrooting vergde 200 miljoen per maand en de gewone begrooting had bovendien een tekort van ongeveer 60 miljoen elke maand. In kas bleef slechts het saldo van de opbrengst van de herschatting van den goudvoorraad en wel 790 miljoen, genoeg om tot begin Juli te kunnen leven.

In de maand Mei valt het Kabinet Janson en tevens de heer Soudan.

Met den heer Spaak, verschijnt de heer Max-Léo Gérard weer aan het hoofd van het Departement dat hij reeds met veel talent en gezag onder de Regeering Van Zeeland had bestuurd. Op zijn beurt, maakt hij den inventaris op van den financieelen toestand en deelt op 24 Mei aan de Kamer de richtlijnen van zijn herstelpolitiek mede. Wij moeten ze hier in herinnering brengen omdat, als eerste stap zooals de heer Gérard hen opvatte, zij hun invloed deden gelden op de afwikkeling van de begrooting van 1939.

Zij kunnen als volgt worden samengevat :

1<sup>o</sup> de begrooting voor 1938 zal worden verbeterd in de mate van het mogelijke, mits bezuinigingen en besnoeiingen eerst, daarna goedkeuring van drie soorten maatregelen vervat in de ontwerpen van den heer Soudan en wel :

- a) de wederinvoering van de crisisbelasting die 600 miljoen moet opbrengen;
- b) de verhooging van sommige tol- en accijsrechten die een aanvullende ontvangst van 200 miljoen moet geven;
- c) de beteugeling van fiscaal bedrog inzake belasting op het inkomen en bedrijfsbelasting die 50 miljoen moet opbrengen;
- d) ten slotte het nasporen van bezuinigingen voort te zetten tijdens het dienstjaar.

Daar deze maatregelen blijkbaar ontoereikend zijn, om de begrooting sluitend te maken, en om daarin te voorzien, verklaarde de heer Gérard dat de Regeering zou trachten een verband te leggen tusschen de begrootingen voor 1938 en 1939, waarbij deze laatste in streng evenwicht zou komen;

2<sup>o</sup> de buitengewone begrooting zal aanzienlijk worden ingekrompen.

En ten slotte :

3<sup>o</sup> het Herschattingsfonds zal worden afgeschaft en het saldo van 790 miljoen in de Schatkist gestort.

\* \* \*

Zooals men ziet, ging het plan tot financieel herstel zeer aanzienlijk de bedoelingen en opvattingen wijzigen op grond waarvan de begrooting werd

opgemaakt, zooals zij ons in December 1937 werd voorgelegd. Wat wij steeds als een volstreckte noodzakelijkheid beschouwd hebben, het volkomen evenwicht werd niet gehandhaafd en men kon zich afvragen of het goede en gezonde politiek was aldus te handelen. Het lijkt wel dat rond dat tijdstip onze rentetitels daaronder hebben geleden vermits zoowel hunne daling, ingezet aanvang November 1937, als gevolg van berichten in de pers verschenen over het niet sluiten van de begrooting 1938, vanaf 1 April toenam om ononderbroken voort te gaan van 1 Juni tot October.

Op 3 November 1937, was het index van de Belgische rechtstreeksche en onrechtstreeksche schuld, opgemaakt door de Nationale Bank, gevallen van 127 tot 118 op 3 October 1938 om terug te stijgen tot 120 op 3 November. Wel te verstaan hebben buitenlandsche gebeurtenissen hun aandeel gehad in de inzinking van de noteering onzer rentetitels, want het volstond dat de Minister van Financiën de verzekering gaf dat het eventueel tekort door de begrooting voor 1939 zou worden overgenomen. De goedkeuring van 850 miljoen nieuwe belastingen heeft het openbaar krediet hersteld dat een oogenblik in het gedrang was gekomen.

De leening van 738 miljoen aangegaan in Juni j.l. gedeeltelijk in Nederland en gedeeltelijk in Zwitserland tegen redelijke voorwaarden en voor een termijn van één jaar, de leening van 1 milliard eveneens vast en spoedig geplaatst in België door ongeveer 300 duizend inschrijvers, en ten slotte de plaatsing onder het publiek van 600 miljoen obligaties door het Gemeentekrediet zijn daarvan het klaarblijkend bewijs.

En op 13 Juli onthult de Minister van Financiën, gedwongen door het tekort dat van maand tot maand duidelijker wordt, aan het land den werkelijken en weinig schitterenden toestand van de Openbare Financiën en hij kondigt aan dat hij aanvullende kredieten zal noodig hebben.

De ontvangsten die op 30 September 1937 werden geraamd op 11,392 miljoen zullen, mits 625 miljoen nieuwe belastingen en 1,487 miljoen andere ontvangsten die vroeger werden voorzien, 11,476 miljoen bedragen.

De uitgaven zijn gestegen van 11,318 miljoen tot 12,227 miljoen, met inachtneming van de aanvullende kredieten voorgesteld voor het dienstjaar 1937 en voor de vroegere dienstjaren, (419 miljoen) van de kredieten gevraagd voor het dienstjaar 1938 (629 miljoen) en van de vermindering en intrekking van sommige kredieten (157 miljoen). Dit beteekent dat, ondanks de 625 miljoen nieuwe belastingen goedgekeurd in Mei j. l., het te dekken tekort ongeveer 901 miljoen zal bedragen.

De heer Gerard doet evenwel opmerken dat in dit tekort in rekening dient gebracht een bedrag van 419,5 miljoen aanvullende kredieten over 1937 en de vroegere dienstjaren, en dat slechts 482 miljoen, waarvan 410 opgeslorpt door de werkloosheid, moeten worden aangerekend op het dienstjaar 1938.

Deze cijfers zegde de heer Gérard, zijn streng nauwkeurig. Er is evenwel een cijfer dat ons in strijd schijnt te zijn met andere cijfers vermeld op blz. 5 van de algemeene toelichting waar wij lezen dat het dienstjaar 1936 werd afgesloten met een boni van 120 miljoen, dit van 1937 met een overschot van 10 miljoen. Hier blijkt uitleg geboden.

### III. — Het ontwerp van Begrooting voor 1939.

Het ontwerp van begrooting voor 1939 voorziet, wat de ontvangsten betreft, 11,700 miljoen in stede van 11,543 miljoen, laatste raming voor 1938, en voor de uitgaven 11,583 miljoen in stede van 12,297 miljoen voor 1938, zegge 157 miljoen ontvangsten meer en 740 miljoen uitgaven minder. Wat betreft het verwachte boni van 17 miljoen, het is beter daarmee geen rekening te houden.

Voor memorie brengen wij in herinnering dat de begrooting van 1938 zelf wat de uitgaven betreft, 2,114 miljoen hooger was dan die van 1935, zegge o. m. 1,004 miljoen voor bestuursuitgaven (personeel en materieel), 655 miljoen voor burgerlijke pensioenen, militaire pensioenen, pensioenen wegens dienstjaren, wegens invaliditeit, overlevingspensioenen, 44 miljoen ouderdomspensioenen en mijnwerkerspensioenen, 204 miljoen voor de werkloosheid.

Van 1935 tot 1938 zijn de belastingen gestegen met 1,609 miljoen, zegge met 19.3 t. h. Daarin komen de rechtstreeksche belastingen in aanmerking voor 789 miljoen, de tol- en accijnsrechten voor 262 miljoen, en de registratierechten voor 558 miljoen.

Zoo doet zich in het algemeen het ons voorgelegde ontwerp van begrooting voor, tegenover die van 1938 en van 1935.

De vergelijking van de cijfers wijst op een merkelijke uitbreiding van uitgaven die hebben aanleiding gegeven tot belangrijke verhoogingen van belastingen en zij moet ons noodzakelijk aanzetten om te streven naar een nieuw evenwicht door de vermindering van de uitgaven.

Een aandachtige herziening van al de voorstellen van uitgaven van de onderscheidene departementen werd gedaan en zulks op de meest radikale wijze, zelfs indien zij aanleiding gaven tot wijziging van sommige organieke wetten of van sommige rechten die verworven bleken.

Zoo het waar is dat de Regeering, met dezen weg op te gaan, er van afzag nieuwe sociale hervormingen te ondernemen die konden drukken op de Schatkist, dient er aangenomen dat de Regeering de voordeelen gewaarborgd door sommige dezer hervormingen niet heeft willen inkrimpen. Stilstandsbegrooting, zegde de heer Gérard.

Geen enkele nieuwe uitgave zal worden aangegaan behalve deze die het gevolg mochten zijn van vroegere beslissingen. Moest er eenige nieuwe dienst worden opgericht die kan aanleiding geven tot een uitgave, dan zou zulks niet mogen geschieden zonder dat er onmiddellijk een werkelijke dekking wordt voorzien.

Stilstandsbegrooting omdat, zoo zegt de Regeering, de huidige economische toestand niet toelaat beter te doen. In de andere landen is het niet anders gesteld. In vele landen is het nog erger. En het is omdat hij vooral bekommerd was om een economie die reeds in moeilijkheden verkeerde, niet nog meer te bezwaren, dat de geachte Minister van Financiën er zich heeft op toegelegd de begrooting te verlichten en te vermijden van ze nog te bezwaren met nieuwe lasten.

En men moet wel toegeven dat de middelen en listen waartoe hij zijn toevlucht heeft genomen, ofschoon zij kunnen aanleiding geven tot eenig voorbehoud, behendig zijn en vindingrijk.

Hij ziet er van af zijn toevlucht te nemen tot sommige procédés van buitengewone aflossing aangenomen in andere tijden, namelijk het storten in het fonds tot delging van 's lands schuld van het overschot der successierechten boven de 200 millioen. Profijt voor de begrooting : 100 millioen. Hij handelt eveneens zoo voor het boni der begrootingen van 1930 en volgende. Voor 1933 bereikte het 59 millioen. Dit bedrag zal worden gestort op de begrooting 1939. Een bezuiniging van 311 millioen zal dit jaar worden verwezenlijkt, door het feit dat het nieuwe regiem van verplichte verzekering tegen werkloosheid zal in voege treden, de Regeering hoopt het althans, op 1 Januari e. k. Behalve dat dit cijfer wordt betwist, lijkt het twijfelachtig dat de berekening van den geachten Minister in vervulling gaat tegen den verwachten datum en in elk geval zullen er maatregelen dienen getroffen opdat er langs dezen kant geen ontgoocheling te betreuren valle.

Zooniet zou de begrooting klaarblijkend en ruim met een tekort sluiten. De geachte Minister hoopt eveneens een gedeelte van de 400 millioen aan den Staat verschuldigd door de werkloozenkassen, te kunnen invorderen; maar dit ook lijkt onzeker, om niet te zeggen onmogelijk.

De Kolonie zal van den Staat geen toelagen meer trekken in de mate en in den vorm waarin zij die tot nog toe ontving.

Er zal aan de kolonie een krediet van 50 millioen worden geopend dat wordt uitgetrokken op de buitengewone begrooting, in stede van 80 millioen in 1937, 159 millioen in 1936, 173 millioen in 1935, 177 millioen in 1934 en 1933.

In stede van aan de gemeenten als bijstand een bedrag toe te kennen van 30 millioen, uitgetrokken op de buitengewone begrooting van het Ministerie van Openbare Werken, zal er slechts een bedrag van 25 millioen, uitsluitend voor 1939, worden verleend, dat zal worden uitgetrokken op de buitengewone begrooting van het Departement van Binnenlandsche Zaken.

De Regeering kondigt aan dat zij eerlang zal overgaan tot een grondige hervorming van de provinciale en gemeentelijke financiën. Trouwens reeds jarenlang wacht men op deze hervorming. De Commissie hoopt stellig dat deze belofte zal worden nageleefd.

Sommige pensioenen wegens weinig ernstige invaliditeit, indien zij worden gecumuleerd met wedden, zullen worden verminderd. Bezuiniging : 40 millioen. De voordeelen verbonden aan de cumulatie van een wedde van ambtenaar met een bijkomende betrekking, zullen worden beperkt.

Door het aantal werkuren in de hoofdbesturen op te voeren tot 41 en half per week, hoopt de Regeering geleidelijk te kunnen afzien van de diensten van een merkelijk aantal tijdelijke bedienden. De inkrimpingen van vergoedingen van allien aard, toegekend aan de bedienden van den Staat, zullen worden opgevoerd van 10 tot 15 p. c. Op deze laatste drie posten van vermindering heeft een lid voorbehoud gemaakt; hetzelfde zal worden weergegeven in het hoofdstuk dat verder wordt gewijd aan de opmerkingen der leden van de Commissie.

Ten slotte kondigt de Regeering aan dat zij zich zal bezighouden met de toekomstige begrootingen door op te sporen welke bezuinigingen zouden kunnen worden verwezenlijkt in de levenswijze van den Staat. En moest de economische toestand derwijze evolueeren, dat de opbrengst van de belastingen verbetert, dan zouden deze niet kunnen worden aangewend voor aanvullende uitgaven. Immers, het past niet te vergeten dat er voor 1938 nog een tekort zal blijve

bestaan dat wordt geraamd op 815 miljoen en dat zal moeten worden gedekt door het batig saldo van de dienstjaren 1939 en volgende.

Ziedaar voor het hoofdstuk van de uitgaven.

Wat nu de ontvangsten betreft.

« De ontvangsten werden in iedere categorie, zoo zegt de algemeene toelichting, objectief geraamd, met inachtneming niet alleen van de feiten vastgesteld gedurende het loopende dienstjaar, maar ook van de mogelijkheden van evolutie van den economischen toestand van het land in 1939. » Dit beteekent dat « de globale ontvangsten in de eerste plaats afhangen van de bedrijvigheid van het land die zelf meer dan in eenig ander land nauw verband houdt met de economische en politieke evolutie van de wereld ».

Wij voegen er bij dat zij ook en ruim afhangt van de manier op dewelke de wetten betreffende de belastingen en taxes zullen worden toegepast door de onderscheidene diensten van het Ministerie van Financiën.

Het grootste gedeelte van de verwachte ontvangsten wordt bepaald door de wetten in voege op 1 Januari 1939, en zoo het waar is, dat zekere ontvangsten kunnen worden beïnvloed door de rechtstreeksche of onrechtstreeksche actie van de Regeering, dan toch ontsnapt het grootste gedeelte van deze ontvangsten aan den invloed van de Regeering. Maar, in hun geheel, en gezien het feit dat de ramingen werden gedaan met matigheid en omzichtigheid, kunnen de ontvangsten niet volstaan om de uitgaven te dekken, zelfs wanneer deze voor dit dienstjaar fel werden besnoeid.

Men heeft zijn toevlucht moeten nemen tot enkele aanvullende ontvangsten die de Regeering getracht heeft te vinden op een gebied dat verschilt van de eigenlijke belasting en ten einde de economie van het land niet te bezwaren : een verhooging van de taxes op de voetbal-pronostieken : 10 miljoen; een verhooging van de taxes op de radiotoestellen, opgevoerd van 60 tot 78 fr : 20 miljoen; de verhooging van de posttarieven : 20 miljoen; ten slotte een bijzondere taxe op de vergunningen die, zonder dat zij de levensduurte kan doen toenemen, 50 miljoen moet opbrengen. Totaal : 100 miljoen. Zooals men ziet is het offer niet zeer zwaar en het schijnt niet dat het aldus in den Senaat op een ernstig verzet kan stuiten.

#### **IV. — Opmerkingen van de leden der Commissie over het ontwerp van begrooting.**

Het verslag van de begrooting van 's Lands middelen in de Kamer behelst, voor de helft van zijn uiteenzetting, opmerkingen en vragen van de leden der bijzondere Commissie.

Men vindt daarin ophelderingen en antwoorden die de leden van de Commissie er van ontslaan ze op hun beurt aan te vragen. Enkele nieuwe vragen en opmerkingen werden voorgebracht tijdens de bespreking van het ontwerp van begrooting in den schoot der Commissie. Wij geven ze hieronder weer.

Een lid doet opmerken dat in de algemeene toelichting der begrooting van ontvangsten en uitgaven, de Regeering oordeelt dat een bezuiniging van 40 miljoen zal voortvloeien uit de vermindering van sommige invaliditeitspensioenen.

Welnu, blijkens verklaringen afgelegd door den Eersten Minister, heeft de Regeering van bedoelde vermindering afgezien.

Dient in deze voorwaarde de som van 40 miljoen niet afgetrokken van den algemeenen uitslag van de uitgaven en ontvangsten en moet men daaruit niet besluiten dat de begrooting, in stede van een boni van 17 miljoen te boeken, van stonde aan mag worden beschouwd als sluitende met een tekort van 23 miljoen ?

\* \*

Hetzelfde lid vraagt ophelderingen omtrent het volgende punt :

De Regeering voert de vermindering der vergoedingen, die werkelijke lasten van de Staatsbedienden dekken, op van 10 t. h. tot 15 t. h., ter uitzondering van de enkele vergoedingen toegekend aan de leden van het leger en van de Rijkswacht.

Dient daaruit besloten dat de Regeering aldus de bedienden verplicht met eigen middelen de uitgaven te dekken die zij doen voor den Staat, of dat de thans toegekende vergoedingen hooger zijn dan de uitgaven ?

Een antwoord met aanduiding van de vergoedingen op dewelke de maatregel slaat, lijkt ons onontbeerlijk.

\* \*

Hetzelfde lid doet ten slotte de volgende opmerking gelden : In de Algemeene Toelichting der begrooting van ontvangsten en uitgaven, kondigt de Regeering aan dat zij, door de dienstverstrekingen van het personeel der hoofdbesturen op te voeren tot 41 1/2 uur per week, de afdanking van een merklijk aantal tijdelijke bedienden hoopt te verwezenlijken.

Deze is niet onze meening en wij zijn overtuigd dat de Regeering niet zou kunnen antwoorden, indien de vraag haar moest worden gesteld te weten in welken dienst er zal kunnen worden overgegaan tot de afdanking van een bepaald aantal tijdelijke bedienden.

Ware het derhalve niet wenschelijk dat, ten einde de rendeeering van het personeel te verhoogen, er zou worden overgegaan tot de herinrichting of tot de versmelting van sommige diensten en dat de arbeidsmethodes zouden worden gerationaliseerd ?

Heeft de Koninklijke Commissaris voor de bestuurshervorming aan de Regeering andere voorstellen gedaan dan deze van de nuttelooze verlenging van de dienstverstrekingen ?

Zou men ons, ten slotte, kunnen zeggen om welke redenen in sommige departementen, onder meer in dit van Justitie, het nieuw regime niet wordt toegepast ?

\* \*

Een lid stelt voor dat in de toekomst de nieuwe taxe op de opbrengst van de pronostieken worde afgeschaft en dat, steunende op hetgeen met goed gevolg werd verwenzenlijkt in Zweden, een instelling geplaatst onder de controle van den Staat, het monopolie van de sportpronostieken zou hebben; de winsten die deze instelling daaruit zou halen zouden in overleg met den Staat worden verdeeld onder de instellingen die zich bezighouden met de verspreiding van de lichamelijke opleiding en van de sporten, en aan den anderen kant tusschen de werken van algemeen en menschlievend belang.

In bijkomende orde stelt hetzelfde lid voor dat de toelating te verleenen aan de inrichters van sportpronostieken zou worden afhankelijk gesteld van de voorwaarde dat zij 5 t. h. van hun ontvangsten storten aan een instelling zonder winstoogmerken en van algemeen nut zooals het Belgisch Sportfront. Dit laatste zou onder de controle van den Staat de aldus verkregen sommen aanwenden om de sportverenigingen te helpen het materiaal aan te koopen dat onontbeerlijk is voor de lichamelijke opvoeding en voor de sportbeoefening en om toelagen te verleenen aan de belangrijkste instellingen. Men zou zich laten leiden door hetgeen gebeurt op gebied van paardenwedstrijden waar de vergunningen aan de bookmakers enkel worden toegestaan mits storting door deze laatsten van 5 t. h. hunner ontvangsten aan de vereeniging voor de verbetering van het paardenras.

\* \* \*

Een lid wijst er de Commissie op dat krachtens de wet van 13 Juli 1930, de kadastrale herziening van al de goederen gelegen in België moest plaats hebben. Nochtans wordt de wet nog niet toegepast op de nijverheidsgoederen. Dit geeft aanleiding tot een onrechtvaardigheid. Bovendien, is de niet-toepassing van deze wet nadeelig voor de Schatkist alsmede voor de provinciën en de gemeenten.

Het is wenschelijk dat bedoelde kadastrale herziening onverwijld worde geregeld.

#### **V. — Overwegingen bij de voorbereiding en de goedkeuring der begrootingen.**

Wij hebben de moeilijkheden gezien die de begrooting voor 1938 ondervonden heeft. Men zal toegeven dat dit niet van aard is om het prestige van het parlementair regime te verhoogen. In minder dan tien maanden hebben wij vier Ministers van Financiën gehad. Dit is ontegensprekelijk een record. De Senaat moet dezen toestand onder oogen nemen, er de oorzaken van onderzoeken en de middelen beramen om den terugkeer ervan onmogelijk te maken.

Wat waarlijk buitengewoon is — men kan er niet genoeg op drukken — is dat onze frank zonder hinder door al die wisselvalligheden gekomen is en dat het openbaar krediet er niet meer onder te lijden heeft gehad.

Wanneer wij spreken over het parlementair regime, dan bedoelen wij meer de uitvoerende macht dan de wetgevende; deze laatste immers oefent vooral het toezicht uit over de daden der uitvoerende macht en in 't bijzonder over de algemeene begrooting die elk jaar door haar moet opgemaakt worden.

De begrooting voor 1938, zooals men weet, was pas neergelegd, den 15 September 1937, of men kon reeds beweren dat ze niet meer in evenwicht was. Nadien, en vooraleer de begrooting in den Senaat behandeld werd op 22 December, kon men vermoeden dat de wijzigingen van de conjunctuur, de stijging van den index, de nieuwe beslissingen en verbintenissen der Regeering Janson, — indien niets veranderd werd — een deficit van 700 tot 800 millioen zouden medebrengen.

Misschien ware het wijzer geweest het evenwicht der begrooting vanaf dit oogenblik te herstellen.

En nu speelt, van bij het begin van het boekjaar, het processus van alle jaren zich af, doch ditmaal in veel angstwekkender omstandigheden : de vooruitzichten van ontvangsten worden niet bewaarheid door de werkelijke ontvangsten, de uitgaven worden overschreden, bijkomende kredieten worden tweemaal gevraagd, in Maart en in Juli, dit alles in werkelijk ongehoorde mate. Men neemt natuurlijk zijn toevlucht tot voorloopige kredieten, d. w. z. dat aangezien de begrotingen der verschillende departementen met groote vertraging goedgekeurd werden, de cijfers waarop zij steunden wijzigingen ondergaan hadden en de onderscheiden kredieten ruim overtroffen waren vooraleer het ontwerp, dat hen deze moest toekennen, gestemd was.

Dit zijn ongezonde toestanden en leemten die niet langer mogen aansleepen. Zij zijn niet overeen te brengen met gezonde financiën. Zij brengen zoowel de verantwoordelijkheid van de Regeering als van het Parlement in het gedrang: de eerste bij de voorbereiding van de begroting, het tweede in de regeling zijner werkzaamheden en controle.

De eerste plicht van den Minister, belast met het opmaken der begroting, bestaat in het voorbrengen van duidelijke en oprechte schattingen van ontvangsten. Hij is verantwoordelijk tegenover het Parlement en moet erover waken dat elk cijfer streng verantwoord kan worden. Men dient evenwel aan te nemen dat de vooruitzichten steeds in zekere mate wisselvallig zijn, door het feit dat zij zekere invloeden moeten ondergaan in den loop van het dienstjaar, en namelijk de economische gebeurlijkheden, die zelf afhangen van de politieke gebeurtenissen. En het valt maar al te vaak voor dat, wanneer blijkt dat de ontvangsten niet zullen volstaan om de uitgaven te dekken, de cijfers eenig geweld worden aangedaan, om een evenwicht te bereiken dat onontbeerlijk wordt geacht.

Wat de uitgaven betreft, zij ontsnappen niet steeds aan de neiging der departementen om de aanvragen van kredieten, die ze zullen moeten dekken, aan te dikken, daar zij niet wenschen belemmerd te zijn ingeval van vermindering, zooals dit steeds gebeurt wanneer de begroting moet opgemaakt worden. Anderdeels is het wel zelden dat zij in den loop van het boekjaar niet overschreden worden. En dit verbaast, daar zij niet het wisselvallig karakter der ontvangsten hebben, doch uitsluitend afhangen van de uitvoerende en de wetgevende macht.

De Regeering kan er de grenzen van afbakenen, doch jammer genoeg laat zij ze te dikwijls overschrijden in den loop van het dienstjaar. Waarom? Omdat zij steeds de bijkomende kredieten kan ter hulp roepen, zonder zelfs de toelating te moeten vragen aan het Parlement. Herhaaldelijk, weliswaar, ging zij de verbintenis aan geen nieuwe uitgaven te doen zonder tegenwaarde van ontvangsten, doch hoe dikwijls werd deze verbintenis nagekomen ?

Er blijft nog dat er wetsontwerpen worden goedgekeurd die aanleiding geven tot aanvullende uitgaven welke steeds met vrij strenge nauwgezetheid worden berekend. Het gebeurt ten slotte dat het ontwerp van begroting, opgemaakt in Augustus, opnieuw wordt te niet gedaan zooals het geval is geweest voor de begroting van 1938, vóór den aanvang van het dienstjaar.

Wanneer dusdanige praktijken veelvuldig voorkomen derwijze dat het regel wordt, dan kunnen zij de stevigheid van ons financieel statuut aantasten. En dit wordt nog verergerd door het feit dat bijna altijd, zelfs wanneer het ontwerp van algemeene begroting op tijd wordt ingediend, de Kamer en de Senaat verplicht worden het in de haast te bespreken op het einde van het jaar,

zonder dat het praktisch mogelijk is het post per post te onderzoeken, zooals het zou betamen, noch het te amendeeren, omdat de Regeering moet bij machte zijn, vanaf 1 Januari, het hoofd te bieden aan de uitgaven van den Staat. Onder de begrotingen van de ministerieele departementen, is het zeer zeldzaam dat er voor dezen datum enkele worden goedgekeurd. En nochtans artikel 91 van het reglement van de Kamers dat werd goedgekeurd in 1935 verklaart dat van rechtswege de voorrang wordt verzekerd aan het onderzoek der wetsontwerpen houdende de begrotingen. Het behoort stellig aan de voorzitters van Kamer en Senaat, in overleg met de Regeering, alle nuttige maatregelen te treffen opdat zulks het geval weze.

En ten slotte moeten wij nog wijzen op de betreuenswaardige praktijk van de voorloopige kredieten. Deze vloeit voort uit de andere praktijken en slechte gewoonten die wij komen te hekelen. Er werden zeven voorloopige twaalfden goedgekeurd zonder dat de begrotingen voor 1938 werden aangenomen. Dit beteekent dat deze begrotingen in ruime maat waren uitgegeven vooraleer zij door het Parlement werden bekrachtigd.

Niemand zou willen gelooven dat het parlementair regime aan aanzien wint wanneer zoo verfoeilijke arbeidsmethodes blijven voortbestaan. Verschillende leden van de Kamer der Volksvertegenwoordigers en onder meer Graaf Carton de Wiart, aangemoedigd door den heer Camille Huysmans, voorzitter van de Kamer, hebben de gedachte vooropgezet dat het wenschelijk ware, ten einde gedaan te maken met aanvragen van voorloopige kredieten, den aanvangsdatum van het begrotingsjaar te wijzigen en hetzelfde te doen ingaan op 1 Juli. De Minister van Financiën, die verzocht werd zijn meening te doen kennen, heeft een uitgebreid antwoord verstrekt dat werd weergegeven in het verslag van den heer Heyman over de begroting van 's Lands Middelen. Dit antwoord heeft al de leden van de Commissie niet overtuigd.

In feite doet de toestand zich voor als volgt : bij den terugkeer van het Parlement den tweeden Dinsdag van November, worden de begrotingen doorgaans ingediend en voor onderzoek verdeeld onder de twee vergaderingen. Bijna altijd rijzen opeengehoopte politieke vraagstukken die zonder oplossing zijn gebleven gedurende de vier maanden verlof. Vaak geschiedt de hervatting van de Kamers in een crisisatmosfeer. De aanvragen om interpellatie stroomden toe na dat er reeds een week werd verloren voor de benoeming van het bureau en voor de inrichting van de commissiën.

De begroting van 's Lands Middelen moet normaal worden goedgekeurd vóór Kerstmis en wettelijk vóór 31 December. Men moet de commissiën bijeenroepen en de twee vergaderingen moeten het ontwerp bespreken en goedkeuren. Dit alles gebeurt in een ongelooflijke haast en zonder dat het praktisch mogelijk is de begroting ook maar in de geringste maat te amendeeren. Ook wordt een der essentieele voorrechten van het Parlement, namelijk de zorgvuldige controle over en goedkeuring van de begroting, in feite te niet gedaan.

Het redmiddel ? Vermits de tijd al te kort is, nl. amper een maand, stellen verschillende leden voor, ten einde ernstig en nuttig werk te verrichten, de opening van ieder dienstjaar te verdagen tot 1 April. En uw Commissie is de meening toegedaan dat het vraagstuk door de Regeering zou moeten worden overwogen.

## VI. — Het evenwicht der begrooting en de bijzondere machten.

Verleden jaar heeft de Commissie van Financiën zich eenparig uitgesproken ten voordeele van de gebiedende noodwendigheid voor den Staat een begrooting in evenwicht te bezitten.

Toen van af de maand Maart, het rythme van de ontvangsten en van de uitgaven deed uitschijnen dat dit evenwicht niet zou worden verwezenlijkt, stelde de h. Soudan een heel stel maatregelen voor die dit evenwicht konden herstellen. Maar de val van de Regeering waartoe hij behoorde, liet hem niet toe het herstel te verwezenlijken.

De h. Gérard, die hem opvolgde, nam een andere taktiek aan. Hij was niet de meening toegedaan dat de begrooting van het loopende dienstjaar noodzakelijk opnieuw in evenwicht moest worden gebracht, en hij nam voor deze begrooting te koppelen aan die van 1939 daar deze laatste was opgemaakt met een ruim boni.

Dit inzicht werd evenmin verwezenlijkt. Het boni voor 1939 bedraagt slechts 17 million, terwijl het voor 1938 te dekken tekort alsmede dit van de vorige dienstjaren, 815 millioen bedraagt. Zou dit tekort ten minste kunnen worden gedekt in 1940 ? Van stonde aan schijnt deze begrooting zwaar te zijn belast en het past zich nu reeds daarmede bezig te houden.

\* \* \*

Hebben wij althans de verzekering dat de begrooting van het komende jaar een werkelijk en zeker evenwicht zal kennen waardoor ons de ontgoochelingen worden bespaard die wij hebben gekend tijdens het afgelopen jaar ?

Laten wij onmiddellijk bekennen dat een boni van 20 millioen zeer gering is voor een begrooting van ongeveer 12 milliard. Dit is vooral zoo wanneer men rekening houdt met al de onzekerheden die wegen op een steeds verwarden internationalen politieken en economischen toestand. Immers, de ontvangsten evenals de uitgaven, houden zooals men weet nauw verband met de bedrijvigheid van het land, die zelf afhangt van de algemeene economische conjunctuur.

Reeds om het zoo onzeker evenwicht der begrooting te verwezenlijken heeft men ontvangsten moeten in rekening brengen die trouwens wisselvallig zijn en die tot nog toe werden besteed aan de delging van de openbare schuld : de boni's op de begrootingen en de opbrengst van de belasting op de successies wanneer zij 200 millioen overschreden. Uitstekende maatregel in alle opzichten.

Men heeft vervolgens uitgaven moeten inkrimpen die reeds niet meer voor vermindering vatbaar bleken en men heeft van af een zeker peil de schorsing moeten voorzien van het indexcijfer voor de berekening der wedden van de ambtenaren en andere bedienden van den Staat. Men heeft aan de oud-strijders een offer moeten vragen, namelijk dat de frontstreepen niet in rekening zouden worden gebracht voor de berekening van hun pensioenen. Het is trouwens niet zeker dat deze maatregel niet zal moeten worden ingetrokken. Men heeft als verworven moeten beschouwen van af 1 Januari 1939 een ontvangst van 310 millioen die moet voortspruiten uit de wet op de verzekering tegen de werkloosheid die nog niet is goedgekeurd. En door sommigen wordt in twijfel getrokken dat de Staat een winst van dit bedrag zou kunnen verwezenlijken door de toepassing van de nieuwe wet.

De Staat heeft zijn rechtsgeding verloren in de zaak van den spoorweg van Welkenraedt. Hij moet een boete betalen van 11 miljoen buiten een vergoeding die nog niet is bepaald voor de stopzetting van het verkeer. Op de begrooting wordt niets voorzien dat aan den Staat toelaat zich van deze verplichting te kwijten.

Er bestaan nog een reeks gegevens van onzekerheid buiten al hetgeen de troebele internationale en nationale toestand reeds behelst, in verband met de vooruitzichten van ontvangsten en uitgaven en die beletten te beweren dat de begrooting steeds in evenwicht is zooals kon blijken in September jl.

In elk geval, zal de begrooting aandachtig moeten worden gevolgd op ieder oogenblik, indien men niet opnieuw de ontgoochelingen van het verleden wil kennen. Vooreerst de Minister zelf, en vervolgens het Begrootingscomité. Trouwens, de heer Gérard heeft in April jl., posten van inspecteurs der Financiën ingevoerd welke tot opdracht hebben te waken over de aanwending van de kredieten in de onderscheidene besturen van den Staat, ten einde na te gaan of deze kredieten gewettigd zijn zooals zij werden aangevraagd voor de verschillende soorten van uitgaven.

En ten slotte, bewust van al de onzekere toestanden waarop wij hebben gewezen en begaan met de bezorgdheid te allen tijde, de mogelijkheid te zijner beschikking te hebben om de begrooting te herstellen indien het evenwicht mocht worden bedreigd, heeft de heer Gérard aan het Parlement gevraagd een wetsontwerp goed te keuren waarbij hem zekere bijzondere machten worden verleend.

Dit ontwerp is thans aanhangig bij de Kamer. De Senaat moet er dus thans niet over beraadslagen.

Bovendien is er geen haast bij vermits het vraagstuk van de bijzondere machten volgens de algemeene toelichting enkel moet worden gesteld indien in den loop van het dienstjaar de begrooting moest blijken niet in evenwicht te zijn.

Trouwens, uw verslaggever is de meening toegedaan dat indien de Regeering zich van stonde aan wou toeleggen op de toepassing van maatregelen die een betere rendearing van de bestaande belastingwetten kunnen mogelijk maken, zooals de registratierechten en de tol- en accijnsrechten, zij er misschien zou kunnen van onstlagen worden deze nieuwe bijzondere machten te vragen. Daar deze rechten in aanmerking komen voor de ramingen van ontvangsten op de begrooting voor een bedrag van ongeveer 7 milliard, zou een verbetering in de opbrengst met ongeveer 5 t. h. een verhooging van 350 miljoen aan inkomsten vertegenwoordigen.

De Commissie heeft besloten dit voorstel te onderzoeken en heeft den heer Pierlot, verslaggever der Begrooting van het Departement van Financiën, belast met het onderzoek van dezen wenk in zoover hij een administratief uitzicht heeft dat gansch bijzonder van belang is voor bedoeld Departement.

Trouwens, welke ook de maatregelen zijn die eventueel zouden dienen getroffen om het evenwicht der begrooting te verzekeren, blijft de Commissie eensgezind om dit evenwicht te beschouwen als een noodwendigheid die de gansche financiële politiek beheerscht.

Sommige leden oordeelen dat de billijke verhouding tusschen de ontvangsten en de uitgaven zoo mogelijk moet worden verkregen door een verhooging van de economische bedrijvigheid, bron van de meeste fiskale ontvangsten.

In de mate waarin de uitslag langs dezen weg niet kan worden verkregen,

zijn zij de meening toegedaan dat het bedrag der uitgaven opnieuw moet worden onderzocht en aangepast in den loop van het dienstjaar. Maar, in geen geval, zouden zij kunnen aannemen dat er een reeks tekorten zou worden geopend die spoedig het land tot de ergste gevolgen zou leiden.

## VII — Redenen tot optimisme.

Al wat wij schreven over de schommelingen die zoowel op politiek als op financieel gebied het dienstjaar 1938 gekenmerkt hebben, zouden kunnen doen vreezen dat zij de stevigheid van ons krediet en de vastheid van onzen frank zouden gaan aantasten.

Ons krediet, zooals wij reeds zagen, heeft niet te lijden gehad, en de leeningen aangegaan tijdens het jaar, zoo in buiten- als in binnenland, verliepen in voorwaarden die vele landen ons zouden kunnen benijden. In 't bijzonder genoot de leening van een milliard, ter voltooiing van het Albertkanaal in 1939 en voor enkele andere groote werken, een zoo vluggen als volledigen bijval. De zelfde gunst viel de leening van 600 millioen van het Gemeentekrediet te beurt. Alleen onze rentetitels, namelijk de geünificeerde 4 p. h., begaven in zekere mate, dank zij noteeringen die op sommige oogenblikken tamelijk levendige bewegingen teweegbrachten.

Thans, nu wij op den drempel van het nieuwe dienstjaar 1939 staan, mag men den toestand van het openbaar krediet als bevredigend beschouwen. Onderstrepem wij terloops, wat dit krediet nog kan verstevigen, dat de Minister van Financiën aangekondigd heeft dat zijn Departement voortaan, zooals dit in Engeland gebeurt, een jaarlijksche balans zou opmaken, die zou toelaten de Staatscomptabiliteit zoo bevattelijk mogelijk te maken en dus ook voor de inschrijvers op de leeningen en de belastingsbetalers. Dit is een lofwaardig initiatief.

Dan hebben wij de houding van onzen frank. Wie aandachtig de ontwikkeling der muntgebeurtenissen volgt, wordt getroffen door de opmerkelijke standvastigheid van onzen frank gedurende het jaar dat ten einde loopt. Ten bewijze hoeft men trouwens maar na te gaan hoe het incasso der Nationale Bank zich ondertusschen gehouden heeft en o. m. onder de drie groote internationale politieke crisissen die wij in 1938 gekend hebben.

In Maart schept de brutale handlegging van Duitschland op Oostenrijk een ernstige crisis. Het incasso, in goud en papier, dat op 3 Maart 22,8 milliard beliep, valt den 31<sup>n</sup> op 21,1 milliard en blijft nagenoeg op dit peil. Begin Mei duikt het Duitsch-Tsjechisch geschil op. Op 5 Mei bedraagt het incasso 21,1 milliard, en valt ten gevolge van een zeer erge paniek op 17,1 den 1<sup>n</sup> Juni. Stilaan herstelt zich de toestand, zoodat het incasso half September 20,4 milliard bedraagt. De oorlog staat voor de deur. Men mobiliseert overal en nochtans vinden wij op 29 September ons incasso terug op 21 milliard, d. w. z. dat, verre van verminderd te zijn, het aanmerkelijk gestegen is.

Het blijkt dus, zoo men rekening houdt men de schommelingen die de kwoteeringen gekenmerkt hebben van de meeste deviezen — uitgenomen den dollar — dat onze munt een der stevigste van de wereld was, in zulke mate dat groote vlottende kapitalen, op een der ernstigste oogenblikken van de Europeesche crisis, hun toevlucht in ons land kwamen zoeken.

Niet alleen heeft ons muntstelsel, gesteund op den goudstandaard, zeer goed gewerkt, maar het buitenland heeft ons zijn vertrouwen behouden, omdat

wij een land zijn van orde, arbeid en evenwicht. Dit feit van allergrootste belang diende onderstreept te worden op den drempel van het dienstjaar 1939.

Maar niet alleen onze munt heeft weerstaan aan de crisissen. Zij was er voorzeker niet toe in staat geweest, zoo ons bankwezen eveneens niet voldoende sterk ware geweest. Men weet wat er gebeurt wanneer het publiek het voorvoelen heeft van groote crisissen. Het trekt zijn beleggingen uit de private banken en uit de officieele instituten, hetzij om ze in goud of in vreemde deviezen en titels om te zetten, hetzij om ze op te potten. De banken hebben gemakkelijk aan al de terugtrekkingen kunnen voldoen tijdens de drie groote critieke oogenblikken in 1938. Zij beschikten over 't algemeen over belangrijke reserves in de Nationale Bank. Wanneer deze verminderen, herdisconteeren zij er handelseffecten of nemen hun toevlucht tot voorschotten op titels. En om deze tabel te sluiten, vermelden wij dat de terugtrekkingen gedurende denzelfden tijd in de Spaarkas en in het Postcheckambt weinig belangrijk waren en bijgevolg de beide instellingen er met het grootste gemak het hoofd hebben kunnen aan bieden.

Feitelijk waren de afhalingen, waaraan onze banken en openbare kredietinstellingen tijdens deze onzekere perioden het hoofd moesten bieden, veel geringer dan die in het buitenland.

Zij hadden geen voelbaren weerslag op den globalen voorraad onzer banken. Dit blijkt duidelijk uit de bekendmaking van den globalen staat dezer laatste, ten getale van 122, met 1,083 filialen, en die opgemaakt werd op 30 September j.l. Sedertdien zijn op aanzienlijke wijze het bezit en de bewaargevingen in de banken toegenomen. Wie belang in de zaak stelt kan daarover bijzonderheden vinden in de toelichting van bedoelden staat verschenen in den *Moniteur* van 10 November.

\*  
\* \*

Welken weerslag hebben de gebeurtenissen van 1938 gehad op de houding van de verschillende parastatale instellingen en in het bijzonder van die welke deposito-verrichtingen doen, nl. de Spaar- en Lijfrentekas en den Dienst der Postchecks ?

Op het kritische oogenblik, einde September, en gedurende de internationaal beroerde weken die daaraan voorafgingen, werd natuurlijk door de bewaargevers bij de Spaarkas geld afgehaald. Dat was onvermijdelijk. Doch deze afhalingen waren gering vermits zij, voor de tweede helft van September, het meest kritische tijdperk, slechts 402 millioen bedroegen tegen 54 millioen nieuwe inlagen. Zegge een verschil van 348 millioen en men mag verklaren dat vanaf 3 October de toestand ongeveer normaal was geworden.

Hetzelfde verschijnsel deed zich voor bij den dienst der postchecks alwaar slechts 300 millioen frank werd afgehaald, het hoogste totaal gedurende de kritische periode, te voegen bij de normale afhalingen. Op 3 October is alles ongeveer weer normaal geworden.

Er is geen ander alarm geweest dat eenigen weerslag had tijdens het jaar en men mag zeggen dat rond 15 October de toestand normaler is geworden.

Kortom, tijdens het verlopen jaar en ondanks de wisselvalligheden waaraan de Staatsfinanciën waren blootgesteld, heeft de frank zich schitterend gehouden, de stevigheid van onze bankorganisatie heeft haar toegelaten het hoofd

te bieden aan al de beproevingen en de openbare deposito-inrichtingen hebben het vertrouwen van hunne aangeslotenen bewaard.

Bij den aanvang van het nieuwe dienstjaar verdiende dit te worden onderstreept.

### VIII. — De Staatsfinanciën en het nationaal inkomen.

Hooger werd erop gewezen dat de begrooting voor 1938 opgemaakt was met een boni van 17 millioen, wat geen groote veiligheidsmarge is. Feitelijk dient aan dit boni de waarde niet gehecht van een wiskundig feit, waar het gaat om een begrooting van 11,700 millioen. Met meer aandacht moet worden onderzocht of de totale last der belastingen die op de economie drukt, niet van zulkdanigen aard is dat aldus het evenwicht kon worden verbroken en tevens het betaalvermogen van het land verminderd. Afgezien van de politieke zijde van het financieel vraagstuk en ons enkel stellend op zuiver technisch terrein, is het duidelijk dat het meest gezonde beheer van de Staatsfinanciën erin zou bestaan den last der belastingen aan 's Lands inkomen aan te passen. Doch is dit mogelijk ? Niet alleen is het moeilijk het eens te worden over de methode die moet toelaten dit inkomen te berekenen alsmede de ontbrekende statistieken op te maken, doch de economen gaan over het algemeen niet akkoord over de omschrijving van de verhouding die normaal moet bestaan tusschen de lasten aan de economie opgelegd en het inkomen van het land. Mogen de eerste het vierde van het laatste bereiken of enkel het vijfde ?

In 1930 bedroeg, volgens professor Baudhuin (1), ons nationaal inkomen 42,100 millioen tegen geraamde ontvangsten van 11,380 millioen.

Volgens de heer Van Zeeland (2) bedroeg het :

49,710 millioen in 1934;

60,020 millioen in 1936;

65,920 millioen in 1937.

De geraamde uitgaven voor 1935, opgemaakt in 1934, bedroegen 10,387 millioen. De werkelijke uitgaven in 1936 bereikten 10,50 millioen en de vermoedelijke uitgaven voor 1937 bedragen 11,072 millioen.

De heer Van Zeeland was de meening toegedaan dat de Staatsuitgaven niet hooger mochten zijn dan één vijfde van het nationaal inkomen. Daarin wordt voorzien door een taxatie van den verworven rijkdom, onroerende goederen en roerende kapitalen, van de loonen en bedrijfsinkomsten. Buiten enkele andere ontvangsten, voortkomende onder meer van de goederen van den Staat, is het dus mits een jaarlijksche afnemning van één vijfde dezer dat de uitgaven zouden dienen gedekt.

Maar is dit cijfer niet willekeurig ? Er dient trouwens opgemerkt dat de provinciën en de gemeenten van hun kant de ontvangsten moeten vinden die hun toelaten in hun behoeften te voorzien. Voor 1938 oordeelde de heer Janssens, de huidige Minister van Financiën, dat, rekening houdend met deze laatste, de globale aanslagen, die op de lantenbetalers wegen, 14 milliarden bedragen.

---

(1) Le revenu national en 1930, door F. Baudhuin. *Bulletin d'information et de documentation de la Banque Nationale*, 25 Mei 1930.

(2) *Les finances publiques belges de 1935 à 1937*. — Paul Van Zeeland. *Revue générale*, 15 Juni 1938.

Zooals men ziet, zijn deze ramingen even willekeurig als broos, evenals deze, zooals wij hooger zegden, die moeten dienen om het nationaal inkomen te bepalen. En trouwens, het zal steeds moeilijk zijn daartoe zijn toevlucht te nemen, vermits, op het oogenblik van het opmaken der begroting van het volgende jaar, het basisjaar, d.w.z. het jaar dat aan het dienstjaar voorafgaat niet is afgelopen.

De belastbare bestanddeelen van het nationaal inkomen zijn niet volledig bekend en trouwens de belangrijkste massa van dit inkomen kan, in den loop van het begrootingsdienstjaar op hetwelk zij moet slaan, niet te bepalen schommelingen ondergaan.

\* \* \*

Er zijn dus geen andere middelen, om een ontwerp van begroting te beoordeelen, dan een overzicht te geven van de feiten en factoren van algemeen aard, die werden ingeroepen om dit ontwerp op te maken. Onder deze zijn er, zooals wij hebben gezien, die afhangen van het dienstjaar dat ten einde loopt, andere die verband houden met de evolutie van de economie tijdens het komende jaar, en het zijn dus maar ramingen zonder meer. Een gedeelte van de toekomstige ontvangsten steunt op de inkomsten van 1938, een ander, het belangrijkste, op belastbare verrichtingen die zullen plaats hebben in 1939. Welnu, wat gaat er gebeuren ?

De crisis, die vanaf Juni 1937 is teruggekeerd, blijft steeds aanhouden en zal stellig de inkomsten van 1938 beïnvloeden, die in 1939 moeten worden geïnd. Een belangrijk gedeelte van de belastbare stof, geschapen door den voorspoed dien wij hebben gekend in 1937 en gedurende een gedeelte van 1938, zal in 1939 bijna zeker ontbreken.

De werkloosheid heeft uitbreiding genomen en vooral sedert de crisis van September. Op 1 November jl. waren er 50,000 werkloozen meer dan verleden jaar op hetzelfde tijdstip. Onze uitvoer is sedert een jaar merkelijk geslonken. Voor de eerste acht maanden van 1938 is hij gedaald met 18.26 t. h., terwijl de wereldhandel slechts afnam met 14.52 t. h. Voor de eerste tien maanden van 1937 bedroeg hij in waarde 21,602 millioen; voor hetzelfde tijdperk in 1938, 17,738 millioen, zegge 3,864 millioen minder.

De invoer, die eveneens een bron van inkomsten is voor den Staat, bereikte voor hetzelfde tijdperk 22,953 millioen in 1937 en 19,285 millioen in 1938, zegge 3,668 millioen minder.

Op te merken valt, hetgeen van hoofdzakelijk belang is, dat de winstmarge voor een groot aantal bedrijven merkelijk is geslonken en zelfs voor vele niet meer bestaat. Men mag zich verwachten aan slechte balansen voor het tweede halfjaar 1938 en in elk geval voor de eerste maanden van 1939.

Het beperkt aantal bladzijden dat ons wordt toegemeten voor het opmaken van dit verslag, laat niet toe de lijst nog langer te maken van de indiciën die toelaten zich het meest volledig begrip te vormen over den huidige economischen toestand van ons land.

Deze indiciën worden bovendien zeer goed overgenomen en periodisch omstandig behandeld in het Bulletin voor Inlichting en Documentatie van de Nationale Bank.

Wat hier dient vastgesteld, is vooreerst te weten of onze financieele politiek op dit oogenblik door een aangepaste economische politiek gesteund wordt,

en zoo dit niet het geval is, wat er dient gedaan om het nationaal inkomen te vermeerderen, dank zij hetwelk de Staat de begrooting van 1939 tot een werkelijkheid zal kunnen maken.

### IX. — Een economische politiek, steun der begrooting.

Zeggen wij aanstonds dat wij niet de economische politiek hebben die beantwoordt aan de verwarring sedert tien jaar in onze productiemiddelen teweeggebracht en aan de beroeringen die sindsdien de betrekkingen tusschen de volkeren beïnvloed hebben. Wij hebben geen economische politiek op het oogenblik dat, gebukt onder de belastingen, nijverheid, handel en landbouw meer dan ooit moeten gesteund worden.

Ongetwijfeld, deze laatste jaren werden wetten gestemd en maatregelen getroffen op verschillende gebieden die eenige verlichting in onze economie moesten brengen. Sommige waren zeer afdoende en nuttig. Maar zij werden over 't algemeen op goed valle 't uit genomen, als het pas gaf, zonder methode, zonder bepaald plan, zonder een wel omlijnd algemeen doel, d.w.z. empirisch; de regeeringen van het oogenblik trachtten uitsluitend zekere klachten te stillen, zekere misbruiken te verminderen of af te schaffen; zij namen vooral hun toevlucht, als zij ertoe gedwongen werden, tot den uitweg der contingenteeringen en premievergunningen of tot de verhooging van sommige douanerechten dewelke een bescherming moesten uitmaken die men afdoende wilde.

Verhaasten wij ons te getuigen dat men in vele gevallen en omstandigheden niet beter hadde kunnen doen. De vlugge en verwarrende gebeurtenissen gingen de menschen te boven. En onze regeerders waren weinig of slecht ingelicht en slecht voorbereid om er zich tegen te verzetten zooals het behoorde.

Empirische politiek dus, die niet voldoende rekening hield met den algemeenen werkelijken toestand onzer ondernemingen, met de moeilijke voorwaarden waartegen zij te strijden hadden om in leven te blijven; een politiek die al te dikwijls hun krachtinspanningen te niet deed door drukkende of op zijn minst ongepaste maatregelen.

En gelukkig hebben de wilskracht, de geest van initiatief, de schranderheid en de vastberadenheid onzer bedrijfshoofden, gesteund door uitstekende technici en een bewonderenswaardige arbeidsklas, ons ruimschoots geholpen om weerstand te bieden en alle wisselvalligheden te boven te komen die sedert tien jaar zich voordeden, alsmede de politieke, financieele en economische crisissen die elkaar zonder ophouden, zoo in het land als daarbuiten, hebben opgevolgd.

Om een economische politiek te hebben, om aan onze zoo verschillende bedrijven een werkelijken steun te verzekeren, die hun toelaat niet alleen het huishouden van den Staat te onderhouden doch ook een levensbestaan te verzekeren aan 8 miljoen Belgen, moet men voor alles hun tegenwoordigen toestand kennen, alsmede de vergissingen bij hun oprichting begaan, de mogelijkheden van hun bestaan of hun ontwikkeling, de zwakheden of de gebreken die hun rendearing belemmeren of hun levensvatbaarheid bemoeilijken.

Met een woord, men dient voor alles te weten of onze nationale uitrusting, sedert tien jaar ten prooi aan al de beroeringen van de wereldeconomie, opgewassen is gebleven tegen de taak die men van haar verwacht en, zoo ja, welke politiek zal moeten worden gevolgd om haar te verbeteren, haar aan te passen

om, met meer kans op welslagen, het hoofd te bieden aan de steeds scherpere mededinging der vreemde landen.

\* \* \*

Het is onmogelijk de moeilijkheden te begrijpen die de economie van dit land doorworstelt, zonder op te klimmen tot de gebeurtenissen, dat wil zeggen tot de oorzaken die haar hebben verstoord en waarvan de gevolgen zich nog steeds laten voelen. Dit moeten wij bondig in herinnering brengen. Gedurende het tijdperk van euphorie, dat volgde op de eerste devaluatie van onzen frank in 1926, hebben tal van bedrijfshoofden getracht hun productie uit te breiden. De gang van zaken liet eerst toe gemakkelijk al de producten die op de markt werden geworpen af te zetten; in het buitenland was de afzet eveneens gemakkelijk. De fabrieken en de werkplaatsen hebben zich verhaast hun uitrusting uit te breiden en te volmaken en nieuwe productiedepartementen in het leven te roepen. In de meeste bedrijfsgroepen zijn talrijke ondernemingen ontstaan. Daarna kwam de inzinking van de conjunctuur : vanaf 1929 begon de crisis in Amerika en breidde zich alras tot de heele wereld uit, een geduchte crisis van uitzonderlijken ernst die de prijzen der grondstoffen en der afgewerkte producten deed ineenstorten. Ons land evenals de andere werd de noodlottige gevolgen gewaar en de crisis brak los in 1930. Wat zien wij vanaf dit oogenblik gebeuren in de meeste landen, zooals wij gedwongen middelen na te sporen om zich aan te passen aan de nieuwe eischen van den internationalen strijd ?

Alles wordt in het werk gesteld om deze op de beste manier te verwezenlijken, en zoo dat de structuur der economische organisatie over de wereld er volledig door ontredderd wordt : landen die tot hiertoe van landbouw leefden, industrialiseeren zich; andere zeggen den vrijhandel vaarwel om zich op te sluiten in een eng en enger protectionisme, contingenteringen, regime van vergunningen, verhooging der douanerechten, premiën, ruilstelsel, claearingstelsels, instelling van autarkische regimes, met gedeeltelijke of volledige geleide economie, in 'één woord politiek der gesloten deur, van terugtrekking in de meeste landen van Europa en Amerika in zulke mate dat wij met de Algemeene Uiteenzetting van het Begrootingsontwerp kunnen zeggen dat « de huidige moeilijkheden van den internationalen handel grootendeels niet een voorloopige toestand in de geschiedenis zijn, maar wel een logische evolutie waarvan de eerste teekenen reeds jaren geleden zijn verschenen. »

Hoe heeft België, klein land dat van zijn uitvoer moet leven, daartegen gereageerd ? Wat heeft het gedaan, gedurende deze reeds lange tijdspanne van crisis, om zijn economie en in 't bijzonder zijn uitrusting weder aan te passen aan deze onderst boven gesmeten en nieuwe wereld ?

Daar normale afzetgebieden voor ons gaandeweg gesloten zijn geworden, sommige zelfs heelemaal; daar zoowel op de vreemde markten als op onze eigen markt een nieuwe, scherpe mededinging is opgekomen, is spoedig gebleken dat wij nevens overdreven uitgeruste bedrijven, ultra gekapitaliseerde bedrijven tellen. Andere blijven met moeite in leven met een verouderd materiaal, dat hen niet meer toelaat met kans van slagen den strijd aan te gaan. Sommige, die hun afzetgebied verloren, staakten alle werking. Er zijn nieuwe producties die wij zouden kunnen aanvatten mits zekere aanmoedigingen; doch niets wordt gedaan om te steunen. En nochtans hebben onze consuls in den vreemde bij de 1,400 producten aangeduid die wij zouden kunnen fabriceren, met kans van afzet in het buitenland. Daar een groot aantal bedrijven niet gesteund

worden noch naar nieuwe fabricages geleid, moeten zij sluiten. Sommige werken nog in voorwaarden die met den dag moeilijker worden, en zien zich verplicht de hulp van de banken in te roepen. Dit gebeurt weldra in zulke mate dat men verplicht wordt de banken ter hulp te snellen, daar deze te veel kapitaal aan den omloop onttrokken hebben om het in de ondernemingen te steken, en geen voldoende beschikbaar geld hebben. De Staat schiet 2 milliard voor om ze te helpen. In één woord, voor een belangrijk deel bedrijven is onze nationale industrie totaal onttrederd, met het gevolg dat wij voortaan een zeer uitgebreid ziekelijk veld hebben dat van jaar tot jaar op onze begrooting gaat wegen.

En om dit weinig bemoedigend overzicht te sluiten, zullen wij er aan toevoegen dat een groot aantal gespecialiseerde arbeiders het land gedurende deze crisisjaren hebben moeten verlaten, om elders hun bestaan te vinden.

\* \*

Doordrongen van den ernst van dezen toestand, zijn er mannen geweest en daaronder verschillende onzer collega's van den Senaat, die een alarmkreet hebben geslaakt en zich beslist hebben aangespannen aan de taak redmiddelen te ontdekken. Zij waren de meening toegedaan dat het land onverwijd, in een heraanpassing van zijn economie, de concentratie van zijn bedrijven moest vinden en een ruimer verbruik van zijn voortbrengst binnen het land, mogelijkheden van overleving zooniet van voorspoed.

Ook werd de Commissie van den binnenlandschen handel aangesteld, die wordt voorgezeten door onzen collega den heer Van Overbergh; ook werd het Comité voor nijverheidsoriënteering (C.O.R.I.) opgericht dat van rechtswege wordt voorgezeten door den Minister van Economische Zaken en, bij dezes ontstentenis, door uw verslaggever.

Beiden hebben zich vastberaden aan den arbeid gezet, aan een ernstigen, regelmatig en vaak ondankbaren arbeid. De Commissie van den binnenlandschen arbeid heeft aanzienlijk werk geleverd. Het algemeen verslag over de studiën en navorschingen die zij heeft gedaan tijdens haar tweede zitting (1935-1936) beslaat niet minder dan 300 bladzijden, en er is schier geen vraagstuk van eenig belang voor onzen binnenlandschen handel dat haar aandacht niet heeft gaande gemaakt.

Reeds in ons verslag van December 1936 hebben wij gezegd dat, indien de maatregelen voorgesteld door de Commissie op rationeele en ruime wijze waren toegepast geworden, zij er toe zouden hebben bijgedragen de economische bedrijvigheid van het land merklijk te doen heropbloeien, het opnieuw een ruime bron van voordeelen terug te schenken om zijn arbeiders weer aan het werk te stellen en ons buiten elke bekommering van autarkie ervan te ontslaan een groot aantal producten en artikelen in het buitenland aan te koopen.

Welnu, er werd niets gedaan buiten de oprichting van de Commissie voor de controle over de openbare aanbestedingen en voor het toezicht over de dumpings in den zin van de besluiten en wenken gedaan door de Commissie voor den binnenlandschen handel. Erger nog, sedert twee jaar werd de Commissie niet meer bijeengeroepen.

Het Comité voor de nijverheidsoriënteering was geenszins gelukkiger. Bestaande uit verschillende koninklijke commissarissen en universiteits-professoren, heeft dit Comité gedurende twee jaar onverpoosd gewerkt.

Zijn eerste werkzaamheden hadden reeds in 1935 ten doel den toestand van onze bedrijven en van de werkloosheid nauwkeurig vast te stellen, de algemeene en specifieke vraagstukken, die dienden opgelost, nader te omlijnen en aan te duiden in welke richting de oplossing moest worden gezocht.

Een eerste verslag opgemaakt door den heer Dupriez, professor aan de Universiteit te Leuven, uit naam van het Comité en dat verschenen is in het nummer van September 1936 van het « Arbeidsblad », verstrekte antwoord op bovenstaande vragen. Het deed den ernst uitschijnen van het vraagstuk dat onverwijld diende opgelost, namelijk de heraanpassing van 's lands nijverheid en vervolgens de herklassering en de heraanpassing van de werkloozen aan nieuwe ambachten en beroepen.

Sedertdien is het gedurende twee jaar iedere week bijeengekomen voor het onderzoek van een of ander vraagstuk opgeworpen door den nieuwen toestand van 's lands nijverheid. Het heeft vooral de kwantitatieve zijde van de economische evolutie onderzocht ten einde vast te stellen in welke mate het noodig is de vroegere wegen te verlaten om een bevredigend evenwicht te vinden. Talrijke sub-commissies werden opgericht en deskundigen gekozen in het algemeen onder de universiteits-professoren om een of ander vraagstuk te onderzoeken. Vaak kiesche enkwesten werden ondernomen die hebben geleid tot uitslagen voor tal van vraagstukken. Aldus werden er belangwekkende besluiten genomen wat betreft de bioscoopnijverheid, de meubelnijverheid, de schoennijverheid, de leerlooierijen, de werkplaatsen voor het bouwen van spoorwegrijtuigen, voor het vervaardigen van wisselstukken voor auto, van turbines, van lichte legeringen, van bijzonder staal, van motoren met zware oliën of met benzine, van Dieselmotoren, voor de bedrijven van zink, vlas, mandenmakerij, enz.

De Commissie voor nijverheidsoriëntering stelt ten slotte voor de oprichting van een dienst voor documentatie en informatie ten behoeve van de bedrijfs-hoofden.

Welnu, behalve de oprichting van dezen laatsten dienst, zijn al de wenken van de Commissie voor nijverheidsoriëntering doode letter gebleven. De werkzaamheden van expertise hebben tientallen duizenden franks gekost. Dit was een zuiver verlies vermits er geen nut werd getrokken uit deze werkzaamheden.

In de Regeeringsverklaring stond te lezen dat de Regeering zich ruim wou laten leiden door de richtlijnen en wenken herhaaldelijk gegeven door de Commissie voor den binnenlandschen handel en door de Commissie voor nijverheidsoriëntering en dat zij over deze vraagstukken de bevoegde economische instellingen zou raadplegen. Welnu, niet alleen werd geen enkele dezer instellingen ooit geraadpleegd, maar zooals wij in herinnering brachten, werd de Commissie voor den binnenlandschen handel sedert twee jaar evenmin bijeengeroepen. De Commissie voor nijverheidsoriëntering was als niet-bestaande sedert deze verklaring werd afgelegd, want zij werd pas eenmaal bijeengeroepen door den Minister van Economische Zaken in het begin dezer maand.

\* \* \*

Het besluit van dit alles is dat het Departement van Economische Zaken volledig heeft verwaarloosd met het oog op haar toepassing een politiek op te maken die gesteund is op de kennis van den algemeenen economischen toestand

alsook van den economischen toestand die eigen is aan de onderscheidene nijverheidsgroepen zooals is gebleken na tien jaar ontreddeering in de wereld-economie; het Departement kon geen rationeele politiek volgen en in elk geval heeft de aangenomen politiek steeds verkeerd gewerkt.

Deze politiek is louter empirisch gebleven en aan den anderen kant, heeft het Departement volkomen de aan den binnenlandschen handel gegeven uitbreiding verwaarloosd hetgeen het eenige middel was dat kon helpen onze bedrijven te steunen die meer en meer zwaar worden benadeeld door het buitensporig protectionisme van het buitenland.

Wij willen hier niet de hoofden van het Departement van Economische Zaken in het gedrang brengen, die dit Departement hebben geleid toen al de groote beslissingen vooraf moesten worden onderworpen aan de goedkeuring van den D.E.H. Te dien tijde heeft deze dienst stellig diensten bewezen die niet mogen worden onderschat. Maar de manier waarop hij moest werken liet hem in het algemeen niet toe spoedig en nuttig de taak te verwezenlijken die hem werd toevertrouwd. De vier Ministers waaruit deze dienst bestond, konden slechts zelden bijeenkomen. En daar zij zeer in beslag werden genomen door het beheer van hun Departement, hadden zij bijna geen gelegenheid om elders nieuwe taken op zich te nemen, en om vaak ingewikkelde vraagstukken op te lossen. Zij beschikten vooral niet over de noodige documentatie om de politiek van herstel te verwezenlijken die van hen werd verwacht. Het mecanisme heeft niet gewerkt en het is wel om deze reden dat de Regeering Janson heeft besloten het af te schaffen.

Uit dit alles valt er een algemeen besluit te trekken.

Wij stellen als feit voorop dat er geen politiek van wederaanpassing en derhalve van herstel mogelijk is indien men zich niet laat leiden door sommige richtlijnen dierekening houden met den werkelijken toestand van onze economie, en die uw verslaggever als volgt opvat :

1<sup>o</sup> Men moet vooral streven naar hervormingen van politieke structure die aan de Regeering toelaten met gezag en met een zekere continuïteit het beheer van de Openbare Zaken te behartigen; en in het bijzonder de toepassing van een economische politiek aangepast aan de nieuwe conjunctuur. Deze politiek is enkel te verwezenlijken mits beroepsorganisatie en reglementeering opgevat in den geest van den eerbied voor het recht der minderheden.

2<sup>o</sup> Er zou een onderzoek moeten worden ingesteld omtrent het kwalitatief en kwantitatief uitzicht van onze voortbrengst om dezelve aan te passen aan onze binnenlandsche en buitenlandsche behoeften met inachtneming van de nieuwe internationale handelsstroomingen.

3<sup>o</sup> Er zou een volledige studie moeten worden ondernomen die zou toelaten de herklasseering van de werklozen op te maken ten einde o. m. hun wederopleiding mogelijk te maken met het oog op de beoefening van nieuwe stiel.

4<sup>o</sup> Men zou den huidige toestand van de nijverheid groep per groep moeten nagaan, ten einde vooreerst diegene te redden die van levensbelang zijn voor het land en worden bedreigd met verdwijning, en ook bij te dragen tot de omvorming van diegene die niet meer leefbaar zijn, en die zouden kunnen worden georiënteerd naar andere takken van voortbrengst; men zou ook het tot standkomen moeten bevorderen van nieuwe bedrijven die beantwoorden aan binnenlandsche behoeften of aan buitenlandsche mogelijkheden, en zulks mits zekere voordeelen toegestaan door de Regeering.

5º Het programma van uitbreiding van het Comité voor den binnenlandschen handel dat de nijverheids- en landbouwproducten omvat, zou stelselmatig en geleidelijk moeten worden toegepast ten einde een ruim afzetgebied voor onze nationale bedrijven en voor onzen landbouw te verzekeren;

6º Het is van belang ons uitvoerregiem opnieuw onder oogen te zien in verband met de nieuwe internationale stroomingen en uit te zien naar afzetgebieden waar wij nog geen vasten voet hebben. De belangrijke werkzaamheden voorbereid door het Comité voor den buitenlandschen handel, voorgezet door den H. Theunis, gewezen Eerste-Minister, zouden hier van het grootste nut kunnen zijn. Trouwens zouden wij er ons meer moeten om bekommeren buiten onze grenzen groote werken aan te vatten naar het voorbeeld van hetgeen wij deden vóór den oorlog en in den aard van de werken die de Deutsche en Engelsche bedrijfshoofden sedertdien nastreven;

7º Ten slotte ware het van belang alle maatregelen te treffen die de haven van Antwerpen nieuw leven kunnen geven door deze haven te beschouwen in verband met de essentiele rol die zij speelt in 's lands economie, terwijl tevens de stad Antwerpen verder het beheer ervan zou blijven verzekeren.

Een dusdanig programma zou in vier jaar kunnen worden toegepast. Dit zou moeten gebeuren in de overtuiging dat er evenwel sommige maatregelen dringend moeten worden getroffen vóór alle andere, om de gevaren af te weren die ons bedreigen in de volgende maanden op gebied van onze uitvoermogelijkheden. De strijd voor ons wordt steeds meer en meer lastig wegens verschillende redenen

Vooreerst hebben wij de nieuwe expansiemethodes aangenomen door de totalitaire Staten en vooral de steeds meer en meer onrustwekkende positie door Duitschland ingenomen in de Donaulanden, in de Balkan-Staten, en in Turkije. Dan komen de verloren afzetgebieden : Rusland, China, Spanje. Voor Marokko werd er een bijzonder akkoord gesloten tusschen Frankrijk en Engeland. Verder komt nog de waardevermindering van het Pond waarvan wij den weerslag voelen in al de landen van het Sterlingblok. Verder doet zich ook nog gelden de fransche mededinging die met de inzinking van den wisselkoers en de maatregelen overwogen voor de uitbreiding van de voortbrengst steeds meer en meer gevaarlijk wordt voor sommige sectoren van onze markt, op de fransche markt, en op de buitenlandsche markten.

Wij hebben nog niet het middel gevonden om voldoende munt te slaan uit de belangrijke aankopen van graangewassen die wij in sommige landen doen zonder tegenpartij.

Op dit vrij somber tafereel zijn er gelukkig enkele lichtpunten : het nieuwe Engelsch-Amerikaansch verdrag, de vrij ernstige uitbreiding van onzen uitvoer in October en enkele teekenen van economischen heropbloei in de groote landen van voortbrengst. In elk geval komt het er op aan dat de jongste omwentelingen onze ernstige aandacht gaande maken, indien wij willen voorkomen dat onze begroting wordt blootgesteld aan nieuwe verassingen in den loop van het komende jaar.

De Regeering heeft tot spreuk genomen « doen werken ». Dit is het eenige middel dat toelaat den openbaren rijkdom te vermeederen en derhalve belastbare stof te scheppen.

Zij zal enkel slagen indien zij onverwijld hare actie en een stoutmoedige politiek weet aan te passen aan de gebeurtenissen.

Is dit niet het geval, dan valt er te vreezen dat wij binnen enkele jaren zullen verplicht zijn onze economische onafhankelijkheid te laten varen om ons economisch te binden aan een of anderen van onze bureu.

\* \* \*

De begrooting werd door de aanwezige leden uwer Commissie eenparig aangenomen.

Het verslag werd eenstemmig goedgekeurd.

*De Verslaggever,*  
G. BARNICH.

*De Voorzitter,*  
C. VAN OVERBERGH.